

Editorial

Ce qui est inquiétant dans le discours islamophobe, c'est le terrible sous-entendu, c'est ce que beaucoup de gens pensent et que peu osent véritablement exprimer ! Le discours islamophobe renvoie à tous ces individus qui ont peur de l'islam et de ses adeptes et qui d'une manière ou d'une autre souhaitent exprimer cette crainte. Le discours islamophobe passe par l'homme de gauche ou de droite, conservateur ou progressiste, qui pense qu'il y a trop de musulmans en Belgique et qu'ils vont imposer – ou qu'ils risquent d'imposer – leur mode de vie à toute la société. Cet « homme-là » a peur, sans chercher à inciter à la peur, ou à diaboliser ce dont il a peur ! Mais le discours islamophobe passe aussi par l'homme d'extrême droite, cette fois-ci raciste, voir néo-nazi comme les membres de Chryssi Avgi en Grèce¹. Cet « homme-là » a également peur, mais il cherche surtout à inciter à la peur voire à la haine contre ce qu'il perçoit comme une menace. L'homme d'extrême droite considère plus largement que l'étranger et singulièrement l'étranger musulman est soit un parasite soit un terroriste, mais dans tous les cas un être inférieur indigne de notre hospitalité.

Au-delà de ces différences, ce qu'il y a de plus préoccupant dans le discours islamophobe, c'est le terrible sous-entendu, c'est ce que beaucoup de gens ressentent sans véritablement pouvoir l'exprimer et le formuler clairement !

Le sous-entendu réside dans la peur d'une alliance secrète entre le musulman de base et le musulman intégriste, entre le pratiquant à la petite semaine et le fervent croyant, entre l'athée originaire du Maroc et l'imam du quartier, entre le jeune belge d'origine maghrébine et le leader de Sharia4Belgium. Le sous-entendu réside dans la crainte d'un accord tacite – une alliance – entre tous les gens qui peuvent (de près ou de loin) se revendiquer de l'islam pour imposer collectivement et de façon coordonnée, mais en apparence de façon hasardeuse, la religion à toute la société. Dans cette perspective, si le juge ou le magistrat fraîchement nommé est musulman, il devient une menace « dormante » qui sera effective lorsque la majorité des tribunaux seront convertis... ; si le Quick Halal est un fast-food, il est surtout un restaurant avant-gardiste destiné à la future société belge complètement convertie ; et si le professeur de religion islamique à l'athénée est soi-disant « moderne », c'est pour mieux dissimuler qu'il se prépare à diriger la future école coranique qui la remplacera.

Dans cette perspective aussi, les élus d'origine maghrébine au MR, au PS, au CDH et chez Ecolo qui se présentent comme progressistes et pour un « islam de Belgique » se rencontrent en fait régulièrement et secrètement pour préparer ensemble le futur Etat islamique. Tout est donc lié, rien n'est du au hasard, la menace est imminente !

Le sous-entendu de l'islamophobie réside dans cette idée d'une connivence, d'une organisation, d'une solidarité entre les multiples acteurs liés de près ou de loin au monde arabo-musulman. Et pourquoi est-ce un terrible sous-entendu ? Parce que dans l'histoire, c'est précisément les accusations de connivence entre des gens qui ne se connaissent pas qui ont souvent permis de justifier l'injustifiable.

Lors de son procès, un des plus grands criminels nazis, Erich von dem Bach-Zelewski, chef de la lutte contre les partisans et chef suprême des SS et de la Police de Russie centrale expliquait : « C'est alors que le désastre survint... Je suis le seul témoin encore en vie, mais je dois dire la vérité. Contrairement à l'opinion des nationaux-socialistes selon laquelle les Juifs formaient un groupe hautement organisé, la réalité terrifiante était qu'ils n'avaient aucune organisation, de quelque type que ce fut. La masse du peuple juif fut totalement prise au dépourvu. Ils ne savaient absolument pas quoi faire ; ils n'avaient aucune directive ni mot d'ordre leur indiquant comment ils devaient agir. C'est la le plus grand mensonge de l'antisémitisme, parce qu'il contredit l'affirmation selon laquelle les Juifs conspirent pour dominer le monde et qu'ils sont terriblement organisés. En réalité, ils n'avaient pas d'organisation du tout, même pas un service de renseignements. S'il avait existé une organisation d'un type ou d'un autre, ces gens auraient pu être des millions à être sauvés ; au lieu de quoi ils furent pris complètement au dépourvu. Jamais jusque-là un peuple n'était allé au désastre dans une ignorance aussi totale. Il n'y avait eu aucune préparation. Absolument rien (...) »².

Ce n'est pas dans le journal des Territoires de la mémoire que l'on va comparer l'incomparable et affirmer que celui qui a peur de l'islam est un SS en herbe ! Non ! Mais il est incontestable que dans les deux cas évoqués plus haut, le fil conducteur qui anime la peur des gens (et donc potentiellement la haine voir l'extermination dans le cas nazi) réside dans cette accusation de connivence dans le chef de gens qui ne se connaissent pas. ••

Jérôme Jamin
Rédacteur en chef

¹ Voir photo ci-contre et « Il y a dix ans dans nos pages » p.8

² Cité par Kotek J., « La Shoah, le génocide paradigmatique » in Grandjean G. et Jamin J., (2011), *La concurrence mémorielle*, Paris, Armand Colin, collection « Recherches », p. 180 et 181.



Manifestation du parti Chryssi Avgi («Aube dorée»), à Komotini, en Grèce, © Ggia

Supplément :
cahier central
spécial
Triangle rouge

L'impact de l'UDC sur les autres partis et l'opinion publique

Par Sébastien Chazard

Depuis de nombreuses années, l'Union démocratique du centre (UDC) fait l'objet de toutes les attentions dans la politique suisse. Ce sont ses propositions qui suscitent les débats les plus enflammés, c'est sa propagande qui provoque le plus d'effets et de réactions, c'est à elle que les médias s'intéressent.

Les autres forces politiques semblent n'avoir d'autre choix que de se positionner face à l'UDC ou avec elle. L'exercice est délicat, tant le parti d'extrême droite paraît à l'aise en temps de crise avec ses propositions contre les étrangers, l'immigration en général ainsi que les musulmans. Les médias jouent un rôle impor-

tant dans ce phénomène, comme l'ont bien montré Linards Udri, Kurt Imhof et Patrik Ettinger dans le cadre d'une vaste étude sur l'extrémisme de droite en Suisse : « [...] le changement qu'a connu la sphère publique influence fortement la façon dont l'extrémisme de droite est thématiqué.

> suite p.6-7

Le Tea Party, nouvelle colonie nationaliste

Par Jérôme Marchandise

Le Tea Party est un mouvement majeur aux États-Unis, nous avons certainement quelques idées à son sujet mais lorsqu'il s'agit d'en parler, on se rend rapidement compte que son identité reste assez floue.

Cette difficulté ne tient pas tant à la distance par rapport à l'objet qu'à la complexité de celui-ci. Beaucoup d'Américains, bien que familiers du phénomène médiatique Tea Party, se sentent eux aussi relativement ignorants quant à savoir exactement ce que désignent ces deux mots devenus une sorte de « label ».

Cela tient à plusieurs raisons conjuguées, le phénomène Tea Party est un mouvement extrêmement morcelé et décentralisé. Depuis février 2009 et la tirade cinglante d'un journaliste de la chaîne CNBC Business News appelant à retrouver l'esprit de révolte anti-taxes de la Boston

Tea Party du XVIII^e siècle, une multitude de réponses cachetées « Tea Party » ont vu le jour. De toutes tailles, à différentes échelles et selon différents modèles organisationnels, celles-ci ont pour la plupart toujours revendiqué leur indépendance mutuelle comme preuve de leur authenticité. Ce morcellement et cet attachement à celui-ci sont des caractéristiques importantes dans un pays qui s'est historiquement construit sur l'individualisme et dans lequel le gouvernement central est souvent perçu comme un monstre administratif détaché de ses bases locales.

> suite p.6-7

Les délibérations sur des questions mémorielles constituent-elles un vecteur de citoyenneté ?

Par Geoffroy Grandjean

Depuis quelques années, différents faits historiques font l'objet de délibérations politiques.

Pensons par exemple à certaines lois mémorielles françaises comme la loi Taubira du 21 mai 2001 reconnaissant les traites et les esclavages comme crime contre l'humanité, ou encore à la volonté de réprimer la négation du génocide des Arméniens. En 2010, le Comité de pilotage ayant rédigé le rapport des Assises de l'Interculturalité¹ a même préconisé aux gouvernants une exigence de mé-

moire en leur recommandant de conserver la loi réprimant le négationnisme mais en la modifiant et en leur recommandant de reconnaître le passé colonial belge afin de mieux appréhender le contentieux historique avec la population congolaise présente en Belgique. D'autres exemples pourraient encore être cités mais limitons ici la liste.

> suite p.7

Médiaguide : un guide virtuel pour jeunes passeurs de mémoire

L'asbl Les Territoires de la Mémoire et la Province de Liège sont heureux d'annoncer la finalisation d'un médiaguide à destination des visiteurs du camp de concentration de Mauthausen. Cet outil virtuel innovant permet de découvrir les lieux à travers le témoignage de Paul Brusson, déporté politique et ancien prisonnier rescapé de ce lieu qui guide lui-même le visiteur.

L'application, disponible dans un premier temps sur I-pod touch, propose plusieurs points d'arrêt dans le camp (infirmerie et crématoire, camp russe...). Chacun de ces lieux est présenté par une séquence filmée de Paul Brusson qui relate son expérience et ses souvenirs. Des capsules additionnelles contenant des photographies d'époque, commentées par le comédien Jean-Claude Pierreau, procurent des informations contextuelles sur le quotidien dans le camp. Un lexique explicatif est également disponible.

L'outil, qui utilise des technologies audios et vidéo récentes, a été conçu pour une utilisation par les jeunes générations ou groupes d'adultes. Il résulte d'une collaboration entre l'asbl Les Territoires de la Mémoire, la Haute École de la Province de Liège et la société Yakafaire. Grâce à sa navigation intuitive, le visiteur peut donc découvrir les lieux à son rythme et à la demande. Ce support sera évidemment renforcé par un encadrement pédagogique des Territoires de la Mémoire asbl.

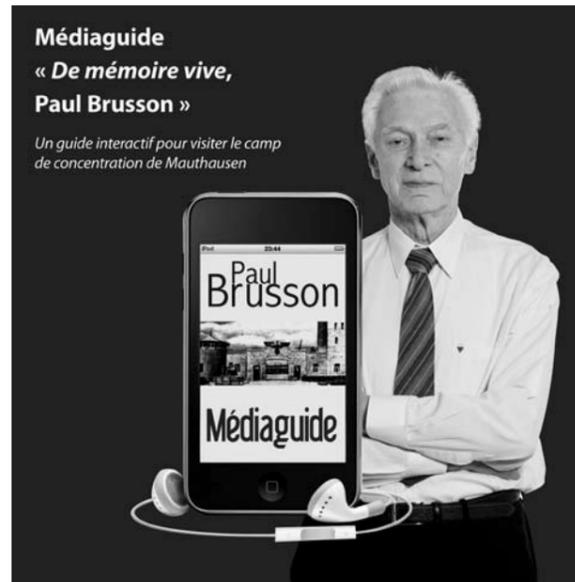
L'aboutissement de ce projet intervient huit mois après la disparition de Paul Brusson, qui, depuis son retour de captivité, n'avait eu de cesse de témoigner de son passé concentrationnaire pour sensibiliser les jeunes générations à son expérience. Il avait d'ailleurs contribué à créer l'asbl Les Territoires de la

Mémoire dont il est le Président d'Honneur. Le médiaguide prend un relief particulier puisque les capsules ont été tournées lors de sa toute dernière visite à Mauthausen, où il était revenu de multiples reprises pour raconter son histoire.

Le médiaguide consacré au camp de Mauthausen permettra donc d'une part de développer le concept de « Passeurs de mémoire » ; les utilisateurs pourront s'approprier le message, les souvenirs des anciens et les transmettre à leur tour, et d'autre part de conscientiser les jeunes sur les dangers de la recrudescence et des conséquences de l'application des idées du nazisme.

Le médiaguide est un concept inédit et unique. Il permet au visiteur de suivre de manière attractive et vivante un parcours de visite du camp de concentration de Mauthausen en compagnie d'un rescapé : Paul Brusson.

Par une navigation intuitive, le visiteur peut découvrir le témoignage vidéo et audio de Paul Brusson. Une carte interactive du camp lui permet à tout moment de choisir les informations relatives à l'endroit où il se trouve. En plus du témoignage et des explications de Paul Brusson, il pourra consulter des capsules documentaires qui lui permettront d'en savoir plus et d'élargir ses connaissances historiques. Elles présentent également des



photographies d'époque pour une meilleure prise de conscience des lieux. Outre l'accès à l'information par la carte interactive, un menu des stations est disponible, ainsi qu'un accès direct aux documentaires, à un lexique de termes et une galerie de photographies d'époque.

Les derniers témoins victimes de la barbarie nazie sont de moins en moins nombreux. Il nous apparaît donc indispensable et urgent de mettre en place un projet qui permette le recueil et la transmission du message de ces derniers témoins. De plus, ce projet s'inscrit dans l'actualité d'un monde en crise qui fait la part belle aux idées d'extrême droite et à la recrudescence, partout en Europe, des partis populistes et/ou d'extrême droite.



page deux

« Solidaris Day » et « Retrouvailles »



Venez nous rencontrer sur notre stand à l'occasion de nos traditionnels rendez-vous de la rentrée !

Retrouvez-nous à « Solidaris Day » le dimanche 26 août, de 9h00 à 19h00. Une journée conviviale, familiale et festive organisée par la Mutualité Solidaris.

Les Territoires de la Mémoire tiendront également, comme chaque année, un stand à « Retrouvailles » le samedi 1^{er} et le dimanche 2 septembre, de 10h00 à 19h00, dans le Parc de la Boverie à Liège. « Retrouvailles », c'est le monde foisonnant et coloré des associations liégeoises qui offre au grand public une occasion exceptionnelle de conjuguer, juste après les vacances, retrouvailles et...retrouvailles !

Représentations de Mesure de nos jours

Pour tous ceux qui ont raté Mesure de nos jours, voici les prochaines dates des représentations « tout public » :

Le dimanche 9 septembre à 11h au Foyer Culturel de Saint-Ghislain

Le vendredi 21 septembre à 20h au Centre culturel de Stavelot (Abbaye)

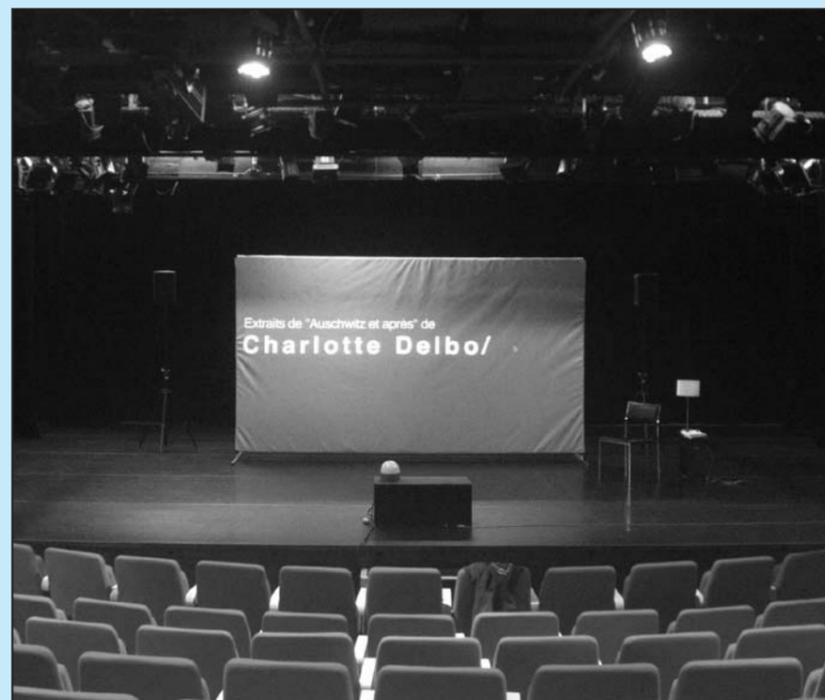
Le jeudi 15 novembre à 17h30 au Centre culturel de Seraing

Et **le 30 janvier 2013** à 19h45 au Centre culturel des Chiroux

La thématique générale de cette lecture-spectacle est la difficile question des camps de concentration et d'extermination. En 45 minutes, pour un public à partir de 16 ans, cette lecture plonge le spectateur dans le témoignage de Charlotte Delbo, résistante française déportée à Auschwitz-Birkenau.

Une lecture à voix haute, une lecture comme un échange entre texte et images. Sur scène, une comédienne, trois livres, un écran. L'ensemble du projet repose sur la relation entre une femme, une voix, des écrits, des sons, musiques et images. Il n'y a pas d'autre artifice afin de plonger le spectateur dans l'univers de Charlotte Delbo. L'objectif est de mettre l'accent sur la conservation des choses, rendre compte d'une réalité contemporaine pour mettre en lumière la mémoire. C'est face aux textes que les images pourront provoquer l'imagination du public. Les camps dans leur état actuel sont les traces conservées de l'organisation de la terreur, sans ces témoignages, ils ne sont que ruines d'un passé.

Plus d'informations dans l'agenda sur le site Internet des Territoires de la Mémoire



POLITIQUE

revue de débats

numéro 25 | novembre | septembre-décembre 2012 | 9€

LES CPAS,
EMPLATRES
DU CONTRAT
SOCIAL

Communes et aide sociale

En septembre 2012,
POLITIQUE
scrute les entrailles
des CPAS.

9€ | abonnement annuel 40€
rue du Faucon 9 | 1000 Bruxelles
02 538 69 96
secretariat@politique.eu.org
http://politique.eu.org

Retrouvez POLITIQUE sur facebook.

La mémoire des oubliés : la répression franquiste passée sous silence, le dernier ouvrage « Libres Écrits »

La transition démocratique espagnole est restée très discrète sur les fosses dans lesquelles gisaient les Républicains assassinés par les fascistes pendant la Guerre civile et les premières années de la dictature franquiste. À l'exception de quelques cas isolés, les enfants de ceux qui « disparaissent » dans les montagnes, les ravins, les murs et les fossés d'Espagne restèrent dans l'impossibilité d'enterrer leurs parents une fois retrouvée la démocratie pour laquelle ceux-ci avaient pourtant lutté.

La transition démocratique espagnole est restée très discrète sur les fosses dans lesquelles gisaient les Républicains assassinés par les fascistes pendant la Guerre civile et les premières années de la dictature franquiste. À l'exception de quelques cas isolés, les enfants de ceux qui « disparaissent » dans les montagnes, les ravins, les murs et les fossés d'Espagne restèrent dans l'impossibilité d'enterrer leurs parents une fois retrouvée la démocratie pour laquelle ceux-ci avaient pourtant lutté.

En juillet 2000, le journaliste Emilio Silva décida de récupérer les restes de son grand-père, enfouis dans une fosse commune avec ceux de douze autres Républicains à Priaranza del Bierzo. Trois mois plus tard, lorsque l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique commença les travaux d'excavation de cette première fosse, personne ne pouvait penser que cette brèche ouverte dans le silence qui pèse sur les disparitions de républicains pendant la Guerre Civile allait changer l'histoire de nombreuses familles.

La tragédie de milliers d'hommes et de femmes est écrite en lettres de sang sur les routes que nous empruntons à travers les montagnes et desquelles nous contemplons de beaux paysages ; une tragédie qui n'a été que trop longtemps occultée.

Mais depuis, les choses ont changé. Nombreux sont ceux qui ont œuvré à récupérer des dizaines de corps, et à rendre une identité à des dizaines de personnes, permettant ainsi à beaucoup de familles de retrouver une dignité.

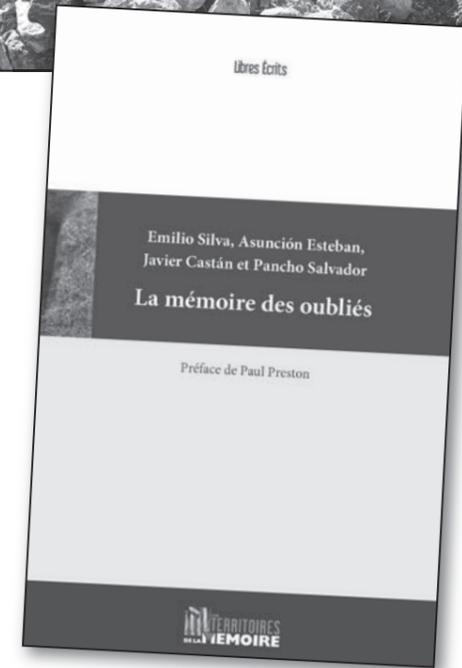
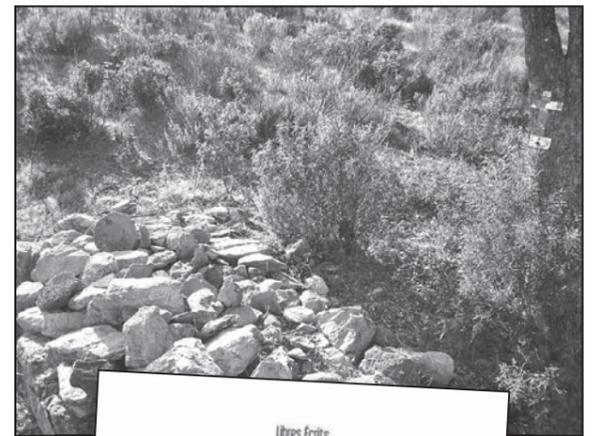
À mesure que les disparus trouvent leur place dans les cimetières, il importe encore plus qu'ils soient réhabilités dans l'Histoire ; que justice soit rendue à leur vérité, que puisse être révélé sans crainte ce que cachent toutes ces morts et chacune en particulier : le terrorisme fasciste.

Il est certes symptomatique qu'aujourd'hui encore, cela surprenne d'affirmer que l'Espagne a connu le fascisme ; or, les « promenades » imposées aux Républicains ou aux Rouges dans ce pays dominé par le bien mal nommé « camp national », les assassinats ainsi que le régime de terreur instauré après la Guerre Civile fournissent l'illustration la plus frappante de la barbarie fasciste qui faucha des dizaines de milliers de vies dès la première étape de la dictature de Franco.

Cet ouvrage rassemble les actes du colloque intitulé « La mémoire des oubliés : un débat sur la répression franquiste », organisé dans le cadre des premières Journées Nationales de l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique, célébrées à l'Université de Valladolid au printemps 2003.

Sont rassemblées les interventions des auteurs suivants : Julio Valdeón Baroque, Jesús María Palomares, Ignacio Martín Jiménez, Enrique Gavilán, Rosa Regás, Dulce Chacón, Sabina de la Cruz, José Carlos Mínguez Villar, Manuel Espina, Vicenç Navarro, Juan Carlos Monedero, Alfons Cervera et Pablo Sánchez León.

Julien Paulus



La mémoire des oubliés : la répression franquiste passée sous silence, 256p.

Collection « Libres Écrits » - ISBN : 978-2-930408-27-9 - Prix : 8,50 €. Disponible en librairie ou sur notre boutique en ligne : www.shop-tdlm.be

Aux Livres, Citoyens ! Et Mon ami Paco

Dans le cadre de l'action *Aux Livres, Citoyens !*¹ sur le thème de l'« Égalité en chantier », l'ouvrage de Luc Baba et Marion Dionnet, *Mon ami Paco*, est utilisé comme outil pédagogique.

Sa lecture est suivie d'atelier d'écriture avec les auteurs auprès d'enfants et d'adultes pour aborder la thématique des sans-papiers. Il a notamment été exploité par des bibliothèques, des écoles et des associations de lecture d'Ans, de Hannut, de Liège dans les quartiers de Droixhe, Vennes et Fétille.

En octobre, l'exposition et des animations auront lieu à Oupeye et Seraing (plus d'infos dans l'agenda sur le site Internet des Territoires de la Mémoire).

¹ *Aux Livres, Citoyens !* est une action menée en partenariat sur la province de Liège par le Centre d'Action Laïque, la Bibliothèque centrale de la Province de Liège et les Territoires de la Mémoire qui soutient la lecture et l'écriture comme vecteurs d'émancipation.



L'extinction des Lumières réédité !

Suite au succès rencontré par la première édition parue en octobre 2011, Les Territoires de la Mémoire ont le plaisir de vous annoncer la réédition dans la collection « Libres Écrits » de *L'extinction des Lumières*, d'Olivier Starquit.

« Ce livre relève la gageure d'expliquer en quelques pages des sujets complexes et de conscientiser le lecteur à tous ces phénomènes qui anesthésient les citoyens un peu plus chaque jour et nous rendent complices d'un système qui n'a plus de démocratie que le nom. » (Ligue des Droits de l'Homme, www.ldh.be)

« L'auteur épingle ce que l'on appelle « le discours dominant », le vocabulaire journalistique, et la pratique qui consiste à faire en sorte qu'une information chasse inmanquablement l'autre. La vitesse et le bref ne favorisent pas l'entendement. La dilution de l'idéal démocratique s'inscrit, pour l'auteur, dans une sournoise évolution de la pensée. » (Radio Télévision Suisse, www.rts.ch)



Le groupe Lire et Écrire d'Ans



Un travail sur les masques avec Marion Dionnet à Hannut

Le 7 avril 1994 le génocide des Tutsi éclate. Planifié par les extrémistes hutu, le facteur déclencheur est l'attentat de l'avion qui coûta la vie au président Habyarimana. Le temps d'un printemps, d'avril à juillet, un million de Tutsi seront exterminés. Dix-huit ans plus tard, la réconciliation entre les Rwandais reste douloureuse, tandis qu'un fort courant négationniste se développe, tant en Afrique qu'en Europe. Les survivants de ce qui reste le dernier génocide de masse de l'Histoire deviendraient-ils des gêneurs ?

Démocratie et génocide

Entretien avec Dominique Célis

Auteure de *Gêneurs de survivants !*, Espace de Libertés, 2012



Gaëlle Henrard : Votre livre s'intitule *Gêneurs de survivants !* Pourriez-vous nous expliquer ce titre ?

Dominique Célis : Je souhaiterais tout d'abord commencer par une précision terminologique. Généralement, quand on parle du génocide des Tutsis, on parle du génocide rwandais ou de génocide du Rwanda. Je suppose qu'il s'agit par ce biais de situer les choses dans l'espace géographique. Mais, derrière cette appellation, se cache en réalité toute une stratégie négationniste. Le génocide des Tutsis est une vérité historique, par ailleurs reconnue par l'ONU, mais, dès l'exécution du génocide, un discours négationniste s'est développé. Les extrémistes hutus, les génocidaires et leurs sympathisants ont ainsi commencé à parler de « génocide rwandais ». J'insiste donc là-dessus même s'il n'y a pas que les étrangers qui utilisent cette appellation-là. Parfois, les Rwandais eux-mêmes, en ce compris les rescapés, utilisent cette terminologie, par facilité. Mais je le dénonce parce que cela participe d'une stratégie négationniste et de la thèse du « double génocide » qui renvoie dos à dos les victimes et les bourreaux. Parler de « génocide rwandais », c'est comme parler de génocide européen pour le génocide des Juifs. Non seulement cela serait fort mal perçu mais, surtout, c'est incorrect. Il faut nommer les choses.

Le titre du livre, *Gêneurs de survivants !*, vient quant à lui de celui d'un rescapé du génocide qui s'appelle Révérien Rurangwa, intitulé *Génocidé* (Presses de la Renaissance, 2006). Ce livre a eu un grand succès. Révérien Rurangwa a la particularité très douloureuse de porter sur son corps et sur son visage les stigmates des différents outils utilisés durant le génocide (machette, gourdin clouté, etc.). Il a donc un physique très interpellant. Dans son ouvrage, un passage avance que « les survivants sont des gêneurs ». Il explique en quoi, d'une certaine manière, les rescapés constituent une « tache » dans la nouvelle société rwandaise. En effet, le pays est en plein effervescence et connaît un boom économique. Mais dans ce combat que le Rwanda mène contre la pauvreté, il y a les rescapés, porteurs de souffrances et qui rappellent l'horreur de l'histoire rwandaise récente. Ces rescapés rappellent des événements extrêmement difficiles à l'ensemble des Rwandais. En effet, aucune famille tutsie n'est sortie indemne de la tuerie, tandis qu'aucune famille hutue n'est totalement innocente. Et quels que soient les processus de reconstruction liés au génocide ou les stratégies économiques impulsées par le gouvernement, les survivants font « tache » dans cette success story et renvoient à la culpabilité des uns et des autres.

En Belgique – et cela n'engage que moi –, ils dérangent également en raison de la présence de nombreux présumés génocidaires, parmi lesquels certains ont participé à la planification des massacres. Seuls quelques-uns ont été jugés et condamnés ou font l'objet d'enquêtes.

Gaëlle Henrard : Vous parlez de la construction du « peuple majoritaire » (Rubanda nyamwinshi) comme condition préalable d'un génocide, qu'entendez-vous par là ?

Dominique Célis : La notion de « peuple majoritaire » est l'idéologie qui va préparer le groupe social hutu au génocide des Tutsi, puis soutenir celui-ci. Historiquement, en 1959, la Belgique coloniale autorise la création des partis politiques. Plusieurs partis sont créés, dont le Parmehutu, le parti pour l'émancipation du peuple hutu. On peut comprendre rien que dans l'appellation que celui-ci va se construire sur une base ethnique. Et le propos de ce parti est assez génial par rapport à sa visée : il avance l'idée du « double colonialisme », d'abord, la colonisation tutsie et ensuite la colonisation belge. Rappelons qu'au Rwanda, il y a trois groupes sociaux dans une même culture : les Twas, les Hutus et les Tutsis. La rhétorique des extrémistes hutus – mais qui est passée dans le langage courant et les mentalités – consiste à dire que ce sont d'abord les Twas qui sont arrivés, puis les Hutus et enfin les Tutsis. Le parti précise sa pensée en parlant d'extranéité pour les Tutsis qui sont présentés comme des envahisseurs étrangers et des ennemis du peuple. Le Parmehutu conclut qu'il faut chasser ces ennemis et, le cas échéant, les éradiquer. Et c'est là qu'émerge cette idée de « peuple majoritaire », de peuple légitime, les Hutus, qui est par ailleurs numériquement majoritaire. C'est ce même parti politique qui va fournir le premier président de la République du Rwanda, Grégoire Kayibanda (1962-1973) auquel succédera, à la faveur d'un coup d'État, le président Juvénal Habyarimana (1973-1994).

Cependant, il faut rappeler que cette théorie de l'extranéité et de l'arrivée successive de différents groupes vient elle-même du colonisateur qui est arrivé avec ses codes et sa grille de lecture teintée de racisme. Ce racisme a été ensuite intégré et intériorisé par les Rwandais, hutus comme tutsis, et a constitué une base pour le développement de l'idéologie du « peuple majoritaire ».

Gaëlle Henrard : Vous relevez dans votre ouvrage une série de mécanismes et de leviers ayant conduit au génocide des Tutsis, pourriez-vous décrire ces différents éléments constitutifs de la dynamique génocidaire ?

Dominique Célis : Cette question importante parce qu'elle indique qu'il y a bien eu un processus génocidaire et balaye ainsi l'approche raciste, misérabiliste et méprisante qui parle de « massacres interethniques ». Le premier élément, c'est l'idéologie du « peuple majoritaire », comme premier formatage des esprits. Ensuite, directement après l'indépendance, le gouvernement de la première République va appliquer une politique discriminatoire et d'exclusion, basée sur cette même idéologie. Ce gouvernement va mettre en place des quotas, fausse bonne idée qui veut réguler la sphère publique mais qui cache en fait une politique d'exclusion. Rapidement, les Tutsis vont être exclus de la fonction publique, de l'enseignement, des administrations ainsi que des postes politiques et de l'armée. Les Tutsis vont dès lors s'investir dans le privé qui sera toutefois, lui aussi, placé sous le contrôle du gouvernement. À ces initiatives se greffe une politique de terreur : dès 1959, des pogroms, des exils forcés et des massacres sont organisés pour chasser ceux qui sont considérés comme les ennemis du peuple.

Depuis l'Occident, le mépris envers les Africains empêche de voir qu'il y avait alors une bonne organisation de la fonction publique et une bonne organisation territoriale. Toutes deux constitueront des leviers importants dans la dynamique génocidaire.

On relève également une vaste campagne basée sur les radios. Le pays étant de tradition orale avec, en 1994, une population à 90 % analphabète (malgré 60 ans d'œuvre civilisatrice...), cette campagne a été d'une grande efficacité. Cet analphabétisme est en partie voulu par le pouvoir en place et s'opère à travers la politique des quotas qui bloque l'accès pour les Tutsis à des études supérieures avec pour conséquence qu'au moment du génocide, le groupe tutsi est beaucoup moins formé que le groupe hutu. La presse et la radio ont donc joué un rôle déterminant, d'une part, en conditionnant les esprits à la haine et, d'autre part, en préparant les gens à une auto-défense face à l'ennemi tutsi, ce qui a, d'une certaine manière, déculpabilisé les Hutus. Ceux-ci ont été convaincus que l'ennemi était à leur porte, bien que tout cela était de l'ordre du fantasme, les Tutsis constituant à peine 10 à 15 % de la population totale. La radio a également servi d'indicateur en annonçant les listes de Tutsis et en indiquant clairement où se cachaient certains. Les partis s'étaient en outre dotés de mouvements de jeunesse dont

les membres ont été armés, notamment par la France, et qui de militants sont devenus miliciens.

Enfin, il faut mentionner l'obéissance atavique du peuple rwandais dans sa globalité, certainement due à l'époque coloniale et au mode culturel des Rwandais, et qui a contribué au grand succès de ce génocide.

Gaëlle Henrard : Vous parlez longuement du travail de la justice depuis la fin du génocide, en quoi consiste-t-il aujourd'hui au Rwanda ?

Dominique Célis : Dans le livre, j'explique comment, au sortir du génocide, il n'y avait plus de justice, ni de magistrats, soit parce qu'ils étaient compromis, soit parce qu'ils avaient fui, soit parce qu'ils étaient morts ou avaient été tués. Mais dès 1999, une enquête a révélé qu'il faudrait plus d'un siècle pour juger tout le monde. Le Rwanda s'est donc trouvé confronté à une situation inédite où il fallait juger les Rwandais entre eux. C'est en 2005 qu'ont été mises en place les Gacaca, la justice traditionnelle participative dont le premier objectif était de réduire les procès et désengorger les prisons. Les Gacaca, qui se sont achevées en juin 2012, vont permettre de découvrir des génocidaires qui étaient parvenus à se cacher. La lenteur de ces tribunaux populaires, due à l'ampleur du phénomène, a longtemps suscité l'ironie de la communauté internationale (l'Occident, en particulier) et de certaines ONG.

Dans les clauses de la Gacaca, on donne la possibilité aux génocidaires d'avoir une réduction de peine très importante à condition qu'ils disent la vérité et qu'ils s'excusent. Ceux-ci ont donc très vite compris l'intérêt de la procédure et certains ont avoué, en général de manière partielle ou en accusant des personnes qui sont décédées, qui sont déjà incarcérées ou toujours en fuite. En fait, ils évitent de reconnaître leur responsabilité individuelle, attitude classique chez les génocidaires. Néanmoins, beaucoup ont eu des réductions de peine impressionnantes qui ont été transformées en travaux d'intérêt général, les TIG par le biais desquels toute une organisation est mise en place pour contribuer au travail de justice. Il faut donc également mettre l'accent sur tout ce qui est fait autour des procès.

Gaëlle Henrard : Ce travail de la justice peut-il constituer un rempart au négationnisme qui se déploie toujours au Rwanda, mais aussi en Belgique et en France ?

Dominique Célis : Au Rwanda, oui, ce travail tel qu'il s'opère actuellement avec ses succès, ses ratés et ses dérapages, constitue réellement un rempart au négationnisme, sans savoir si cela favorise pour autant la réconciliation.

En France et en Belgique, en revanche non, même si la situation est moins grave en Belgique qu'en France. Les réalités ne sont pas les mêmes et il existe un négationnisme qui se déploie relativement librement. À titre d'exemple, on connaît le cas d'un prêtre, Wenceslas Munyeshyaka, qui officie librement en France alors qu'il était pourtant un tueur notoire lors du génocide. Un ensemble de photos très troublantes en attestent et des témoignages convergent en ce sens. Il existe cependant une presse française qu'on ne peut accuser de négationnisme sur ce sujet. Le Monde, par exemple, a consacré à plusieurs reprises ses premières pages à ce cas précis. Des plaintes ont été portées contre cet homme mais la justice française n'a pas donné suite et a été condamnée par la Cour européenne des Droits de l'Homme. De manière générale, des plaintes sont régulièrement déposées et restent sans réponse ou des dossiers se perdent. La France ne fait rien pour empêcher ce négationnisme, sans doute par peur de voir les génocidaires commencer à parler. Il est insupportable pour l'armée française, pour les gouvernements successifs et pour les hommes politiques, notamment Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de l'époque, de reconnaître leur implication dans les faits. Mentionnons en outre que c'est François Mitterrand qui a popularisé la théorie du « double génocide » en parlant de « génocides » au pluriel. La France se trouve donc dans une situation où elle doit activer ses réseaux d'intelligence pour mettre en place un discours négationniste. Par conséquent, le citoyen français n'est pas informé de ces faits. En France et en Belgique, les populations sont convaincues qu'il s'agissait d'un massacre interethnique. Et même si cette approche relève également d'un mélange de préjugés sur l'Afrique, pour moi, le négationnisme a gagné.

Gaëlle Henrard : La politique actuelle du gouvernement rwandais est, depuis la fin du génocide, guidée par un maître mot : réconciliation. Quelles sont les conditions d'existence de celle-ci ?

Dominique Célis : Le gouvernement rwandais plaide pour la. Mais, comme le dit la population et comme le disent les rescapés et les familles des victimes, c'est un concept opératoire, politique et pragmatique. Car dans les cœurs, les choses sont plus nuancées. L'idée du gouvernement rwandais est de tout mettre en œuvre pour faire triompher la justice, ce qui est une grande première dans ce pays où, depuis les premiers massacres de Tutsis en 1959, régnait l'impunité. Le gouvernement fait donc tout pour faire émerger la vérité historique du génocide et favoriser la réconciliation en s'appuyant sur la justice, ce qui n'empêche pas de nous demander si c'est bien le rôle de la justice de construire la réconciliation. Ce que les faits montrent en tout cas, c'est que dans le processus judiciaire, notamment dans les Gacaca, les génocidaires mentent. Mais si l'on considère que la réconciliation passe par le pardon, les rescapés, les familles des victimes et les démocrates hutus rappellent qu'il faut alors passer par la case « vérité ». Or, cette étape est rare. En outre, les génocidaires demandent pardon à l'État mais jamais aux rescapés. Des génocidaires ont été amnistiés pour des raisons d'âge, de santé ou d'encombrement des prisons, ce qui est insoutenable pour les rescapés.

Je pense qu'on assiste à une réconciliation pragmatique et fonctionnelle. En revanche, je ne dirais pas qu'il y a un apaisement. Mais on vit ensemble, on doit donc cohabiter. C'est un état de fait et le législateur est très strict. Dans les Gacaca, les prises de parole sont d'ailleurs très cadenassées. Par exemple, le rescapé qui raconte comment il a failli être exterminé doit parler correctement, ne doit pas insulter et doit gérer ses émotions. Le Rwanda, qui se veut un État de droit, peut infliger une amende à un rescapé ou des familles de victimes qui ne savent pas se tenir, voire de la prison (auquel cas le rescapé se retrouve avec les génocidaires). Beaucoup de Rwandais disent qu'il faut se réconcilier mais quand j'examine la situation, je me remarque que ceux qui plaident pour cette réconciliation ne sont généralement pas directement concernés, Hutus comme Tutsis. Ce qui est sûr, c'est que le modèle mis en place d'un État de droit fort permet que le pays fonctionne et même fonctionne bien et qu'il y a une sécurité. Il est indéniable qu'on est actuellement plus en sécurité au Rwanda qu'à Liège. Mais on sait que plus les années passent, plus la douleur gagne en intensité. On voit ainsi émerger des processus de soutien, comme des thérapies. Beaucoup de choses sont donc mises en place mais c'est toujours insuffisant parce que la douleur est extrême. Je dois bien avouer que j'ignore ce que cela va donner à l'avenir. ••

L'histoire du FN français est intimement liée à l'histoire de son chef et de son co-fondateur Jean-Marie Le Pen. Né en 1928 à la Trinité-sur-Mer dans le département du Morbihan, pupille de la nation (le bateau de son père marin aurait heurté une mine allemande en 1942), Le Pen fait des études de sciences politiques et de droit après la guerre. Président de la Corpo (association corporative des étudiants en droit) au début des années 50, il « multipliera les occasions, essentiellement politiques, de faire le coup de poing contre ses adversaires¹ ». Fin 1953, il rejoint un bataillon parachutiste en Indochine ; en 1956, il est élu député de Paris sur les listes de Pierre Poujade sous les couleurs de l'Union et fraternité française (UFF) il est alors à vingt-sept ans le plus jeune député de l'Assemblée nationale, comme Marion Maréchal-Le Pen depuis peu...

En 1958, il est réélu député de Paris sous l'étiquette CNIP (le Centre national des indépendants et paysans), un « rassemblement de diverses formations parlementaires de la droite anti-gaulliste » qui sert de « refuge à divers parlementaires d'idéologie peu ou prou pétainiste² ».

Après avoir participé à de nombreuses structures éphémères pour l'Algérie française, il fonde en 1962 une société de disques au répertoire politique et militaire varié dont une partie est consacrée à l'histoire du III^e Reich, une activité et une diffusion dans certains cercles neo-nazis qui « valurent à Le Pen une condamnation pour 'apologie de crimes de guerre'³ ». En 1965, Le Pen dirige la campagne électorale de Tixier-Vignancour et parvient une première fois à rassembler une pléiade de groupes de toutes les familles de l'extrême droite. Ce rôle de rassembleur est déterminant dans la carrière de Le Pen. À chaque fois, il « fait preuve d'une indéniable capacité à faire travailler ensemble, (...), des néo-païens et des intégristes, des monarchistes et des républicains⁴ ».

Avec l'éclatement des Comités Tixier-Vignancour en 1966, Le Pen entre dans une longue période dite de « traversée du désert » qui ne se terminera qu'en 1972 lorsqu'il prend la présidence du Front national. Héritier, avec d'autres, de la société de cimenterie Lambert, Le Pen obtient une fortune qui va lui permettre de s'investir de plus en plus en politique durant les années 70.

Après plusieurs scores extrêmement faibles lors de différents scrutins, on peut considérer que l'ascension du FN n'a vraiment débuté qu'en 1983, à Dreux, Aulnay et Auray. Les résultats obtenus cette année-là ne signifient cependant pas que le FN existe et fonctionne en tant que parti. En effet, le FN réalise ses premières percées électorales sans bénéficier d'une organisation adéquate, son évolution ne s'est donc pas faite rapidement. Le succès de Dreux va provoquer une médiatisation de Le Pen et de son mouvement, notamment grâce à ses passages très remarqués à la télévision et plus particulièrement à l'émission « L'Heure de Vérité ». Invité pour la première fois d'une longue série le 13 février 1984, Le Pen « a battu tous les records d'audience de l'émission ». En fin de soirée, « 7 pour cent des téléspectateurs se sont déclarés prêts à voter pour le FN à l'avenir, (...), alors qu'ils n'étaient que 3.5 pour cent à se prononcer en sa faveur au moment où le chef de l'extrême droite est entré sur le plateau (...) »⁵.

Fin 1998, Le Pen voit un de ses principaux lieutenants s'en aller pour fonder un nouveau parti : « L'ascension électorale du Front national avait semblé devoir être, sinon stoppée, du moins largement compromise par la scission qui, en décembre 1998 - janvier 1999, avait vu l'ancien délégué général du FN, Bruno Mégret, fonder le mouvement national, devenu par la suite Mouvement national républicain (MNR) »⁶. Le Pen créera la surprise en arrivant au deuxième tour des élections présidentielles de 2002.

Au niveau du parcours politique de Le Pen et de son inscription dans le processus électoral, il faut mentionner ici les élections au conseil régional de Provence Alpes Côte d'Azur, le scrutin européen et les élections présidentielles⁷.

Au niveau du Conseil régional, il est élu en mars 1992 et en mars 1998. En février 2004, en revanche, sa candidature est rejetée par le préfet de Région pour cause d'absence de domiciliation et d'attache fiscale dans la région. Au niveau du Parlement européen, Le Pen est élu député en juin 1984, 1989, 1994, 1999 et 2004. Au niveau des élections présidentielles enfin, Le Pen récolte 0,74 % des voix en avril 1974, 14,4 pour cent des suffrages au premier tour en 1988, 15 pour cent au premier tour en 1995 et respectivement 16,9 pour cent au premier tour le 21 avril 2002 et 18 pour cent au deuxième tour le 5 mai 2002⁸.

L'histoire du FN est intrinsèquement liée à celle de Le Pen. D'après Camus et Monzat, elle « est faite de l'apport successif de différentes tendances et groupuscules, de scissions et de départs individuels. Il faut bien comprendre quelle est la singularité de ce parti par rapport au reste du paysage politique français : d'une part son extrême personnalisation autour de Le Pen donne l'impression du parfait monolithisme doctrinal ; mais d'autre part, l'observateur attentif de la vie interne du FN distingue des courants possédant leur autonomie, et en lutte d'influence : une tendance nationale-conservatrice, avec les transfuges de la droite parlementaire ; un courant néo-droïter, alimenté par les militants venus de la nouvelle droite, nettement paganisant et plutôt opposé au libéralisme économique ; une frange nationale-catholique, très minoritaire parmi les électeurs, plus influente dans la presse et l'intelligentsia liées au FN ; enfin un courant lié aux expériences militantes de l'Algérie française et du tixiérisme, 'nationaux' antigauillistes dont Le Pen est le porte-drapeau⁹ ». L'histoire du FN est liée à celle de Le Pen dans la mesure où il en a été pendant presque 40 ans le chef absolu.

Avec presque 18 pour cent des voix au premier tour des élections présidentielles françaises de 2012, Marine Le Pen préside un Front national à la fois très différent de ce qu'il était en 1972 et en même temps assez proche si on se focalise sur cette nécessité obsessionnelle au FN de stigmatiser, depuis 40 ans, les étrangers.

La Rédaction

1 Camus J.-Y. et Monzat R., (1992), *Les droites nationales et radicales en France*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon, p.88.

2 *Ibidem*, p.280.

3 *Ibidem*, p.88 et 89.

4 *Idem*.

5 Guland O., (2000), *Le Pen, Mégret et les Juifs. L'obsession du 'complot mondialiste'*, Paris : La Découverte, p.77 et 78

6 Monzat et Camus, *op.cit.*, p.235

7 D'après les données disponibles sur le site du Ministère de l'Intérieur français (suivre 'Elections') : <http://www.interieur.gouv.fr> et le site du Front national (suivre 'Documents') : <http://www.frontnational.com>

8 D'après les données disponibles sur le site du Ministère de l'Intérieur français (suivre 'Elections') : <http://www.interieur.gouv.fr>

9 Camus et Monzat, *op. cit.*, p.104 et 105



page cinq

Fort de son score impressionnant au premier tour des dernières élections présidentielles, la candidate du Front National, Marine Le Pen, fille du chef incontesté, annonçait que les candidats de son parti qui se présenteraient aux élections législatives qui suivraient dans la foulée, le feraient sous l'appellation de « Rassemblement Bleu Marine ». Le numéro 2 du FN, Louis Aliot, expliquait qu'il ne s'agissait pas d'un nouveau parti, mais, comme son nom l'indique, d'un rassemblement de plusieurs mouvements, micro-partis, personnalités indépendantes, dont le Front National constituait la puissante ossature¹.

Cette mutation du Front National français suit le courant de l'évolution générale d'une bonne partie de l'extrême droite européenne, soucieuse de lisser son image et ses discours et désireuse de ressembler à une opposition de droite « classique » quoique « nationale » et « décomplexée », selon le qualificatif en vogue et dont on affubla la droite incarnée par Nicolas Sarkozy en 2007.

Mais est-ce à dire que le toilettage opéré sur l'image et le discours se retrouve également dans le programme ? Beaucoup en doutent, comme le montre la publication récente de plusieurs ouvrages qui analysent, démontent et dénoncent les thèmes et les propositions du parti frontiste. Ainsi, le collectif VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) qui regroupe des militant(e)s de la FSU, la CGT, la CFDT et de SOLIDAIRES a publié une intéressante et importante brochure intitulée *Contre le programme du FN : un argumentaire syndical*, dans la préface de laquelle le politologue Jean-Paul Gautier résume parfaitement le propos dont il est ici question :

« Le FN, version Jean-Marie ou version Marine, a toujours fait preuve d'une grande capacité d'adaptation. Les programmes présentés ont été, et sont toujours à géométrie variable. Leur rapport avec la vérité (...) n'a parfois aucune importance. Ce qui compte uniquement, pour le FN, c'est la capacité à emporter l'adhésion des gens. Cohérence et incohérence volontairement entretenues permettent ainsi de défendre tout et son contraire. Ce tour de passe-passe explique, en partie, le succès de Marine Le Pen. (...) Si le FN fait preuve d'opportunisme (...), son

analyse politique repose sur un certain nombre de fondamentaux identitaires et nationalistes dont la préférence nationale en constitue une thématique récurrente (...). (...) Marine Le Pen entend acquérir une culture de gouvernement (...). Elle mène une politique de dédramatisation. Elle entend exprimer "une plus value sociale" et un retour à l'État fort. (...) Si Marine Le Pen

Marine Le Pen. Photo : Marie-Lan Nguyen



semble plus contemporaine que son père, elle incarne un nationalisme autoritaire et démagogique avec un certain savoir faire électoral et une volonté d'accéder au pouvoir². »

Et c'est sans doute sur ce dernier point que se fonde la différence fondamentale entre le Front National « version Jean-Marie » et ce qu'il est donc convenu d'appeler (provisoirement ?) le « Rassemblement Bleu Marine » : la volonté, à l'image de plusieurs de ses équivalents en Europe, de devenir un véritable parti de gouvernement. La stratégie adoptée par Marine Le Pen consistant à faire implorer l'UMP pour en récupérer des morceaux et incarner une véritable opposition « de droite » participe de cette volonté.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, le Front National a fait son retour au sein de l'Assemblée nationale, avec deux députés : Marion Maréchal-Le Pen, nièce de la présidente et petite-fille du fondateur, et l'avocat Gilbert Collard, personnalité médiatique présentée comme « apparentée ». La refondation prévisible du Front National en un nouveau mouvement, d'apparence plus consensuelle, suffira-t-elle à attirer des élus de droite qui ne se retrouveraient plus dans une UMP hésitant entre une droite dite « décomplexée » et une tradition gaulliste plus centriste ?

Affaire à suivre...

Julien Paulus

1 Voir BRUNET, Marion, « Marine Le Pen esquisse les traits d'un "nouveau" FN », www.lefigaro.fr

2 VISA, *Contre le programme du FN : un argumentaire syndical*, Paris, 2012, pp.3-4.

Toujours en quête d'attention dans un contexte concurrentiel, les médias commerciaux et les acteurs politiques, qui s'adaptent aux nouvelles logiques médiatiques, se concentrent sur l'extrémisme de droite en tant que phénomène spectaculaire censé briser des tabous. [...] Les formats de boulevard, notamment, contribuent à une thématique plus fréquente de l'extrémisme de droite, tout en restant ponctuelle et moralisatrice. Ce qui empêche une discussion durable sur les causes de l'extrémisme de droite et les mesures à prendre pour l'enrayer »¹. Nous reviendrons dans un prochain article sur ces peurs avec lesquelles joue l'UDC et allons dans un premier temps analyser la façon dont les autres forces politiques ainsi que l'opinion publique réagissent à ces débats et à cette propagande.

Les partis de gauche, tels que le Parti socialiste (PS) et les Verts, affrontent l'UDC sur le terrain idéologique, puisque leurs positions sont clairement différentes. Le PS est le second parti du pays et apparaît comme étant le contradicteur principal de l'organisation qui nous occupe ici. Il donne toutefois l'impression d'être en position défensive, de ne pas savoir comment s'opposer clairement aux idées et à la propagande de l'UDC. Il y a cinq ans, les partis de gauche ont vivement réagi à celles-ci et dénoncé la violence de leur adversaire. Cette agitation et le débat qui l'a accompagnée a fait le jeu du parti d'extrême droite qui a conforté sa place de leader dans la politique suisse. Suite à cela, les partis de gauche ont changé

de stratégie, tentant de mettre en avant leurs propres projets, afin de moins paraître situés dans la simple réaction face à l'UDC. Cette tactique ne fait toutefois pas l'unanimité à gauche, puisque l'important syndicat UNIA a entrepris, pour sa part, de répondre aux arguments du premier parti de Suisse par une contre-campagne expliquant l'importance des étrangers pour l'économie nationale². Les petits partis situés à la gauche du PS se montrent également moins prudents et continuent à critiquer frontalement l'UDC, mais leur exposition est logiquement plus modeste.

Les partis conservateurs peinent également à se positionner face à l'UDC. Au niveau national, la droite est dans une phase de changement puisque deux nouveaux partis dont j'ai parlé dans mon précédent article³ ont fait leur apparition, en plus du Parti libéral-radical (PLR), issu de la fusion entre le Parti radical-démocratique et le Parti libéral suisse. Le second grand parti de droite est désormais le Parti démocrate-chrétien (PDC), situé plus au centre, et qui peine à se faire entendre dans une politique suisse polarisée. Damir Skenderovic, spécialiste de l'extrême droite en Suisse, rapporte les diverses stratégies utilisées par les partis de « centre-droite » face aux « acteurs de

la droite populiste » d'après « une étude portant sur les stratégies contre l'extrémisme de droite [...] publiée [...] dans le cadre d'un projet de recherche européen (éd. Fondation Bertelsmann, 2009) »⁴. C'est la stratégie dite d'intégration qui est observée en Suisse.

Bien que l'immigration ne soit qu'une thématique parmi d'autres, l'extrême droite la décline sous diverses formes pour l'intégrer dans les autres sujets, et ceci avec succès.

Les partis concernés travaillent avec l'UDC au parlement et au gouvernement, présentent des listes communes aux élections et « font des concessions [...] sur certains contenus [...] sur certains contenus »⁵. « Les partis populistes de droite ont le plus d'influence lorsque les partis de centre-droite décident de former une alliance avec eux au sein du parlement et du gouvernement et de faire des concessions

sur le fond. Cette stratégie de coopération ne garantit toutefois pas l'affaiblissement des partis populistes de droite [...]. D'un autre côté, la politique de démarcation peut s'avérer difficile à mener si les populistes de droite remportent plusieurs succès électoraux, exerçant alors une plus grande pression sur les autres partis »⁶. À droite, on s'indigne à des degrés divers devant les propositions et la propagande de l'UDC en matière d'immigration sans vouloir paraître lâcher du terrain devant le plus grand parti du pays. Ainsi, les contre-propositions et les messages du PLR notamment

Cette forme singulière rend le mouvement particulièrement complexe à analyser, il faut donc toujours garder à l'esprit que lorsqu'on lit, entend ou écrit quelque chose à propos du Tea Party, il s'agit d'une tendance parmi d'autres et non d'une caractéristique extensible à l'ensemble du phénomène. Néanmoins, le Tea Party peut être décrit comme un mouvement qui pèse plusieurs millions de dollars, qui contient aussi bien des organisations à but lucratif que des lobbies *non profit, non party*, de simples web-forums et des comités d'actions politiques. C'est le mouvement qui a, dans son ensemble et depuis 2009, repris l'avantage et l'initiative de la cyber-mobilisation et de la levée de fonds par Internet qui étaient auparavant acquises au camp démocrate. L'ampleur du phénomène peut se mesurer à trois niveaux. Selon les sondages et les résultats des élections de mi-mandat en 2010, le Tea Party bénéficierait du soutien d'entre 10% et 20% de la population adulte du pays, alors que ses sympathisants actifs représenteraient environ deux millions d'Américains et que le cœur affilié aux différents réseaux représenterait approximativement un noyau de 250.000 membres actifs.

Lancé à partir d'une série de revendications socio-économiques, le Tea Party s'est donc développé dans de multiples directions et a « enrichi » son idéologie de nombreux thèmes. Aujourd'hui, il est malheureusement indéniable que le nationalisme et le racisme sont des thématiques greffées à une assez large échelle. Ces idées s'expriment de façons très différentes, allant du discours officiel d'un dirigeant comme Marc Williams du Tea Party Express à des slogans lancés dans l'anonymat de la foule lors de « Tea Parties ». Les « Tea Parties » donnent souvent lieu à un déchaînement de passions et dans ces grands défilés

sont régulièrement émis toutes sortes de signaux xénophobes sous forme de messages écrits ou scandés mais aussi d'images et de mises en scènes en tous genres.

Le phénomène Tea Party, qui est lié au monde médiatique depuis sa genèse, a immédiatement bénéficié d'une couverture inespérée pour le phénomène qu'il était dans les premiers mois, à savoir : dénué de toute organisation un tant soit peu structurée, sans hiérarchie, sans leadership et sans identité claire. Il s'est ensuite quelque peu clarifié quand se sont progressivement détachées les différentes fédérations majeures qui animent le mouvement au niveau national. Elles sont au nombre de six répondant aux noms de *FreedomWorks*, *Tea Party Patriots*, *ResistNet*, *1776 Tea Party*, *Tea Party Nation* et *Tea Party Express*. Si ces différents acteurs du Big Six se côtoient au niveau national et revendiquent tous la véritable posture idéologique « Tea Party », en réalité, leurs profils sont fort différents aux niveaux des objectifs, des moyens et du nombre d'affiliés. Ce flou idéologique relatif, l'absence de contrôle hiérarchique et la présence médiatique massive ont rapidement attiré une foule de mouvements xénophobes préexistants qui y ont vu une opportunité fantastique d'infiltrer ces manifestations pour, au minimum, y recruter et, mieux, y implanter leurs idées pour influencer le mouvement en entier. Les *Tea Parties* ont donc souvent servi de plateformes de radicalisation d'un public protestataire majoritairement blanc vers le suprématisme blanc décomplexé.

Derrière le Tea Party se trouve une classe moyenne presque entièrement blanche qui exprime sa colère. Ces gens pensent que leur pays leur a été confisqué et ils veulent le récupérer, « *Take it back* » ou « *Take your country back* » sont des refrains très

populaires associés à l'idée qu'il existe des « *Real Americans* » opposés aux autres. Cette altérité illégitime conduit, pensent-ils, leur pays au désordre socialiste et, pour certains, multiculturel. Cette stigmatisation d'une altérité malveillante est à la base de discours populistes, racistes et conspirationnistes. Le nationalisme présent au sein du Tea Party se développe sur un paradoxe important. Alors qu'il est communément admis dans ses rangs que la Constitution devrait constituer la seule véritable charte légitime, le nationalisme américain qui y est associé n'inclut pas tous les Américains, pourtant reconnus par cette sacro-sainte Constitution. En effet, sur ce point précis la Constitution américaine devrait alors être revue ou réinterprétée car, dans son application actuelle, elle consacre comme « américains » toute une série d'individus qui ne le seraient pas aux yeux des nationalistes purs et durs. Ces « faux Américains » sont les enfants nés sur le sol national de parents sans papiers appelés *Anchor Babies*, les socialistes, les « latinos », les musulmans, et plus généralement tous ceux qui sont perçus comme incompatibles avec la véritable nation, blanche et chrétienne.

L'élection du premier président noir américain en 2008 n'est certainement pas étrangère à l'émergence du Tea Party plus particulièrement dans sa tendance *Birthers* qui s'emploie à dénoncer le président Obama comme « non américain », allant jusqu'à exiger ses documents de naissance pour ensuite contester leur validité et la bonne foi du président, voire de ceux qui les ont rédigés il y a plus d'un demi-siècle à Hawaï. Une fois qu'ils ont identifié le président comme n'étant pas un véritable américain, les *Birthers* peuvent lui joindre toutes les caractéristiques des groupes qu'ils rejettent comme étant



Editorial

La résistance et la lutte contre ce qui peut porter atteinte à nos libertés fondamentales est une préoccupation permanente pour les Territoires de la Mémoire. Ce ne sont pas les inquiétudes qui manquent et certains signaux doivent nous alerter et solliciter sans cesse notre vigilance citoyenne.

Dans notre quotidien, dans notre cadre professionnel ou familial, dans tous les aspects de notre vie sociale, nous le sentons bien, certaines idées nauséabondes sont toujours bien présentes. Racisme, antisémitisme, homophobie, populisme xénophobe et identitaire, propos « pipolistes »... tous ces comportements traduisent un sentiment de peur, génèrent de fréquentes manifestations de haine et entraînent de facto toutes sortes d'exclusions vis-à-vis desquelles nous pensions être définitivement à l'abri.

Les idées d'extrême droite sont toujours inacceptables ! Cette affirmation sonne comme une évidence tout en insistant sur le caractère définitif de ce refus. Mais nous ne devons pas prendre nos désirs pour des réalités. C'est pourquoi les Territoires de la Mémoire en ont fait le thème principal de leur campagne Triangle rouge quelques mois avant les scrutins provinciaux et communaux dont les enjeux n'échappent à personne. Malgré la pérennité de cette campagne, malgré les nombreux appels et les slogans, il n'est pas inutile de revenir au fondamentaux afin de (re)donner du sens à notre action. Faut-il encore le répéter : dans les camps de concentration, le triangle rouge était le signe cousu sur la veste des prisonniers politiques, celles et ceux qui se sont opposés à l'idéologie nazie. Plus récemment, dans son ouvrage *Indignez-vous !*, Stéphane Hessel insistait sur le rôle joué par le Conseil National de la Résistance à la fin de la Seconde Guerre mondiale qui esquissa toutes les avancées indispensables, selon lui, pour construire une société solidaire. La mise en place effective de la Sécurité sociale en est un exemple marquant.

Avec la poursuite de la campagne Triangle rouge, notre association souhaite dénoncer clairement la contamination opérée par la banalisation des idées d'extrême droite à tous les niveaux et plus précisément au sein des partis considérés comme démocratiques. Si une partie de la droite est particulièrement réceptive – comme on a tous eu l'occasion de le constater pendant la récente campagne présidentielle française – il ne faut pas s'en cacher : la gauche n'est pas épargnée par les thèses sécuritaires, par certaines stigmatisations principalement à l'encontre du religieux ou par les discours parfois simplistes concernant l'immigration. Mais au-delà de ces constats, les Territoires de la Mémoire veulent pointer les causes profondes d'une situation dont la conséquence principale est l'attrait pour les idées liberticides qui menacent la démocratie et la continuelle progression des partis et formations d'extrême droite : l'insécurité sociale. Nous avons souvent eu l'occasion d'en expliquer les rouages dans les colonnes de cette revue et dans les suivantes, nous continuerons à alimenter votre réflexion par des témoignages, des études, des dossiers spéciaux...

Aujourd'hui, le visage de l'extrême droite a changé. Son discours en est devenu presque lisse et « politiquement correct ». Pour peu, nous pourrions être tentés, à notre tour, par certaines « solutions » apparemment alléchantes. Nous voulons continuer à expliquer les dangers et les dérives de ces réponses simplistes et autres amalgames réducteurs et stigmatisants. Le Triangle rouge est devenu aujourd'hui le symbole de la résistance aux idées d'extrême droite. En proposant à tous les citoyens de ce pays et d'ailleurs de le porter, il s'agit avant tout de dépasser la seule indignation. Il s'agit d'engagement véritable au quotidien. C'est pourquoi, nous vous invitons à visiter le site Internet www.trianglerouge.eu pour connaître, comprendre et... refuser ! Nous sommes les plus nombreux à dire non aux idées d'extrême droite.

En cliquant, vous deviendrez des acteurs de l'Histoire !
Les Territoires de la Mémoire

« Nous recevons également chacun deux rectangles de toile blanche sur lesquels sont imprimés un triangle rouge avec les lettres B et un numéro de matricule ainsi qu'un bracelet en métal sur lequel est gravé le même numéro. À Mauthausen, je serai le N°5985. Je ne suis plus un être humain, je suis un numéro. Je dois coudre, sur

la veste, au niveau du cœur, et sur le pantalon de la cuisse droite, chaque rectangle de toile. Je pense aux bagnards de Cayenne qui avaient la même tenue. Allons-nous subir le même sort ? »

Paul Brusson, déporté (in *De mémoire vive*, Liège, Céfal, 2003, pp.33-34)

« Le premier contact avec nos aînés nous remplit de stupeur : ces prisonniers, qui portent le domino à lignes verticales bleues et grises, sont squelettiques, avec sur le visage des traces de coups, noires ou rouges. Accablés sous une charge invisible, ils sont ce que nous allons être. Chacun porte sur la poitrine un triangle de couleur, son numéro et l'initiale de sa nationalité. Le triangle est rouge pour les prisonniers politiques, vert pour les prisonniers de droit commun, rose pour les homosexuels,

noir pour les "asociaux" ; les Juifs, en outre, avaient un insigne jaune. Je remarque beaucoup de Polonais et de Russes, des Norvégiens, des Tchèques, quelques Français. Cette bigarrure de races représente bien l'Europe dévastée et meurtrie ; cet extraordinaire mélange de toutes les nations est un résumé vivant de notre histoire. »

Léon-Ernest Halkin, déporté (in *À l'ombre de la mort*, Bruxelles, PAULI éditeur, 1965, pp. 106-107)



Triangle Rouge

Les idées d'extrême droite sont toujours inacceptables

« Tous les groupes de détenus dans les camps de concentration étaient obligés de porter des signes extérieurs de reconnaissance, cousus à leurs vêtements, à savoir un numéro et un triangle de couleur sur le côté gauche de la poitrine ainsi que sur la jambe droite. (...) Rouge était la couleur des politiques. (...) De tout temps, la Gestapo et la SS se sont attachées à obtenir le mélange des catégories de détenus dans chaque camp. Il n'y a jamais eu de camp ne contenant que des détenus d'une seule catégorie. En agissant ainsi, la Gestapo plaçait au dernier échelon son adversaire le plus dangereux : le politique. Chassé de la communauté populaire, et mis sur le même pied que des criminels, des asociaux, des faibles et des idiots, le politique devait sentir qu'il faisait lui aussi partie de la lie. L'intention de lui enlever toute conscience de sa valeur était évidente. Il devait sentir disparaître les bases de sa personnalité, devenir un criminel comme les autres et même pire, car il récusait les principes fondamentaux de l'existence du peuple allemand (traduire : du national-socialisme). »

Eugen Kogon, déporté (in *L'État SS, Paris, Seuil, 1970, pp. 41-44*)

Pourquoi je porte le Triangle rouge ?

En fonction de son histoire, le triangle rouge est pour moi symbole d'une série de valeurs essentielles, représentatives de mes convictions personnelles :

- le refus de tous les extrémismes
- le refus de tous les dogmatismes
- le refus de toutes les exclusions

Il représente mon adhésion aux valeurs de tolérance, de justice et de solidarité, nécessaires au progrès d'une société vers un « meilleur vivre ensemble ».

Philippe Coenegrachts

« (...) Walter, ce soir, ça fait douze ans qu'il est enfermé, ça fait douze ans qu'il mâche tout doucement le pain noir des camps avec sa mâchoire fracassée par la Gestapo, ça fait douze ans qu'il partage le pain noir des camps avec ses copains, ça fait douze ans qu'il a ce sourire invincible. Je me souviens de Walter, ce jour où nous écoutions à la radio les nouvelles de la grande offensive soviétique, la dernière offensive, celle qui allait déferler jusqu'au cœur même de l'Allemagne. Je me souviens que Walter pleurait de joie, car cette défaite de son pays pouvait être la victoire de son pays. Il pleurait de joie car il savait que maintenant il pouvait mourir. C'est-à-dire, maintenant il avait non seulement des raisons de vivre, mais aussi d'avoir vécu. En 39, en 40, en 41, les S.S. les rassemblaient sur la place d'appel, pour qu'ils écoutent, au garde-à-vous, les communiqués de victoire de l'État-major nazi. Alors, Walter me l'avait dit, ils serraient les dents, ils se juraient de tenir jusqu'au bout, quoi qu'il arrive. Voilà, ils avaient tenu. La plupart d'entre eux étaient morts et même les survivants étaient blessés à mort, ils ne seront jamais des vivants comme les autres, mais ils avaient tenu. Walter pleurait de joie, il avait tenu, il avait été digne de lui-même, de cette conception de la vie qu'il avait choisie, il y a si longtemps, dans une usine de Wuppertal. »

Jorge Semprún, déporté (in *Le grand voyage*, Paris, Folio, 2000, pp. 184-185)

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Pourquoi je porte le Triangle rouge ?

Depuis de nombreuses années, nous vivons dans l'opulence. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir certaines régions du monde telles que l'Amérique du Sud, les pays du nord de l'Afrique et, lorsque l'on se dirige vers l'Afrique subsaharienne ou l'Asie du sud-est, nous comprenons à quel point nous sommes heureux ici. Heureux, ai-je dit, mais le sommes-nous vraiment ?

Ah, si j'écoute la presse, c'est la catastrophe : prisons surpeuplées, soins de santé déficitaires, justice à l'arrêt, banques en déroute, augmentation de la criminalité, augmentation (significative) des taxes, carburants chers, crise de la zone euro, crise économique, etc. Et nous nous plaignons tous, évidemment.

C'est vrai, les nouvelles économiques ne sont pas bonnes. L'État doit puiser dans les poches des citoyens pour remplir celles du politique et des banques. C'est un scandale n'est-ce pas ? Alors, que faites-vous, que faisons-nous ? On se replie sur soi !

Et bien, laissez-moi vous dire que le repli est la pire des réactions que nous puissions avoir. Regardez autour de vous : la France, les Pays-Bas, la Hongrie, l'Italie, la Grèce, le Danemark, la Norvège, l'Irlande, le Portugal (et j'en passe) voient une montée très nette de l'extrême droite. On s'attaque à l'islam, au voile, aux Roms, aux homosexuels, à tout ce qui « ne nous ressemble pas ». On veut retrouver une « identité nationale ». On veut remettre des frontières.

Ces partis d'extrême droite reçoivent, pour l'essentiel, des votes « de contestation », des votes qui tombent là car on ne veut ou ne peut les mettre nulle part ailleurs. Ces votes ne sont que le reflet de notre impuissance à faire bouger les choses, conséquence de l'immobilisme politique actuel, conséquence de notre manque de confiance en nos édiles qui, faut-il le reconnaître, passent plus de temps à se chamailler comme des gamins dans un bac à sable qu'à s'intéresser au bien-être des citoyens et à gouverner !

En réaction, on voit les débats se polariser, certains s'écartent vers la gauche radicale pour faire contre-poids. On voit renaître des partis d'extrême gauche, on voit les syndicats lever un poing revendicateur de plus en plus fréquemment à un point tel que même le PS n'est plus assez socialiste pour les syndicats aujourd'hui. Tout ceci ne fait qu'attiser les haines et les rejets. Où croyez-vous qu'un tel comportement va nous mener ?

Pour comprendre où nous allons, il nous suffit de regarder l'Histoire ; la regarder et la comprendre. En 1929, nous avons subi une terrible crise économique qui a fait naître toute une série de lois visant toutes à contrôler l'économie. Entre 1930 et 1932, des banques ont fait faillite plongeant le monde dans une terrible récession. Les monnaies des pays sont dévaluées. Tout le monde sait ce qu'il en est advenu à partir de 1939. Le monde entier en a souffert. Et puis, après plus de cinq années de combats, tortures et assassinats atroces, un nouveau monde a été reconstruit, en se serrant les coudes, en s'aidant mutuellement.

Ne voyez-vous pas le parallèle ? Et bien moi, il me saute aux yeux ! Les premières banques en forte difficulté commencent à apparaître, les lois qui contrôlent l'économie commencent à poindre... est-ce à dire qu'il nous reste encore 5 à 10 ans avant la prochaine guerre ? Sans réaction de notre part, une guerre frappera-t-elle encore ? Si c'est le cas, une fois de plus, une troisième fois, nous détruirons tout par notre égoïsme, par notre rejet de l'autre, et puis... nous allons nous entraîner pour tout reconstruire comme l'ont fait nos arrière-grands-parents. De tout cœur, j'ai envie de dire non ! Serrons-nous les coudes maintenant alors que nous pouvons encore choisir de le faire.

J'ai été éduqué dans une famille de six enfants, de père ouvrier, délégué syndical avec des revenus modestes, où il fallait faire deux centimes hors d'un seul et où chaque demande se soldait par « Quand tu travailleras, tu pourras te l'offrir » qui raisonne encore aujourd'hui dans ma tête. En réaction, j'ai relevé mes manches et je me suis construit une autre vie, en ne comptant que sur moi-même. Je suis donc, vous le comprendrez, de tendance libérale, je crois au mérite, je crois en la différence.

Aujourd'hui pourtant, loin de me replier sur moi-même, je sens que c'est uniquement si nous travaillons tous les uns avec les autres, à la hauteur de nos moyens, pour contribuer à notre monde commun, que nous réussirons à avancer et à éviter cette troisième guerre mondiale qui nous pend au nez.

Le Triangle rouge que je porte fièrement sur chacun de mes costumes montre que j'ai des idées, que je suis prêt à les partager, à les défendre, que je suis prêt à entamer une conversation constructive avec toute personne qui souhaite me demander ce que représente ce symbole.

Portons tous fièrement le Triangle rouge et travaillons, ensemble, à construire notre avenir commun.

Alain Leroy, citoyen

« Car il ne suffit pas aux SS d'avoir rasé et déguisé les détenus. Pour que leur mépris soit totalement justifié, il faut que les détenus se battent entre eux pour manger, qu'ils pourrissent devant la nourriture. Les SS font ce qu'il faut pour cela. Mais c'est en cela qu'ils ne sont au fond que des idéalistes vulgaires. Car les détenus qui vont à l'assaut du baquet de rab présentent sans doute un spectacle sordide, mais ils ne s'abaissent pas, comme le pensent les SS, comme le penserait cet observateur et comme chacun ici le pense chaque fois que ce n'est pas lui qui va au rab. Il ne faut pas mourir, c'est ici l'objectif véritable de la bataille. Parce que chaque mort est une victoire du SS. Mais les détenus n'ont pas décidé pour vivre de s'exploiter mutuellement. Ils sont tous exploités par les

SS et les kapos droit-commun. La contradiction écrasante pour l'observateur entre la guerre qui se poursuit là-bas et ce grouillement d'ici, c'est premièrement la figure pleine du kapo (qui, lui, a gardé la forme humaine – jamais elle n'aura été aussi insolente, aussi ignoble qu'ici, jamais elle n'aura recelé un aussi gigantesque mensonge), et, deuxièmement, le sourire du SS qui en donnent la clef. Ceux qui se battent ou s'insultent ainsi ne sont pas des ennemis. Ils s'appellent entre eux justement camarades, parce qu'ils n'ont pas décidé de cette lutte, elle est leur état. »

Robert Antelme, déporté (in *L'espèce humaine*, Paris, Gallimard, 1996, pp. 71-72)

Porter le Triangle rouge en Allemagne...

C'est s'attendre à être questionné à coup sûr sur la portée de ce geste.

C'est aussi devoir expliquer que, dans les camps de concentration, il n'y avait pas seulement des Juifs, des criminels, des handicapés mentaux et des prostituées (opinion largement répandue Outre-Rhin) mais qu'il y avait aussi des opposants au régime national-socialiste, ces opposants n'étant pas des anarchistes révolutionnaires mais des élus sociaux-démocrates et communistes... La discussion débouche alors sur les autres catégories de prisonniers, les prêtres qui refusaient de faire le salut nazi, les témoins de Jéhovah qui refusaient d'être impliqués dans la machinerie de guerre, les soldats russes et polonais qui, privés de leur statut de prisonniers de guerre, étaient condamnés à mourir de faim...

C'est aussi interroger les gens, demander ce qu'ils auraient fait à cette époque et obtenir (parfois) des réponses que l'on ne souhaitait pas nécessairement recevoir...

C'est s'entretenir avec ses interlocuteurs sur les causes du nazisme, évoquer les conditions dans lesquelles il a pu se développer avec autant de vigueur, leur demander (question délicate!) quelle a été la part des facteurs politico-économiques (le traité de Versailles, la crise économique, ...) et la part des facteurs socioculturels (l'antisémitisme luthérien, l'obéissance aveugle aux ordres, la soumission passive au(x) chef(s)...)...

C'est aussi faire son examen de conscience et se demander: aurais-je résisté, moi, si j'avais été citoyen allemand et comment ?

Jean-Louis Rouhart



« Nous nous accrochions à un espoir que nous avions forgé tout de pièces si fragile qu'aucune n'eût résisté à l'examen, eussions-nous conservé le sens. C'est d'avoir perdu le sens et persisté dans la folie d'espérer qui a sauvé quelques-uns. Ils sont si peu nombreux que cela ne prouve pas. Quand j'écoute les prisonniers de guerre, si je les plains d'avoir été victimes d'événements qui leur échappaient, avec le sentiment d'avoir été, moi, victime de mon choix, lorsqu'ils racontent comment ils ont comblé le néant de tant d'années, je les jalouse. Ils recevaient des livres, faisaient du théâtre, montaient des spectacles. Ils avaient des clous, de la colle. Ils ont pu vivre dans l'imaginaire. Quelques fois, quelques heures,

mais qui comptaient. Vous direz qu'on peut tout enlever à un être humain sauf sa faculté de penser et d'imaginer. Vous ne savez pas. On peut faire d'un être humain un squelette où gargouille la diarrhée, lui ôter le temps de penser, la force de penser. L'imaginaire est le premier luxe du corps qui reçoit assez de nourriture, jouit d'une frange de temps libre, dispose de rudiments pour façonner ses rêves. À Auschwitz, on ne rêvait pas, on délirait. »

Charlotte Delbo, déportée (in *Auschwitz et après, II : une connaissance inutile*, Paris, Minuit, 2009, p.90)

La Médiathèque résiste

par Michel Recloux, bibliothécaire

▽ = coup de coeur du bibliothécaire

Engagés

Laurent Maffei, *Les cinq mensonges du Front national : réplique à Marine Le Pen, Bruno Leprince*, coll. « Politique à gauche », 2011

Pamphlet politique par le directeur de cabinet de Jean-Luc Mélenchon, le seul candidat à la présidentielle française à porter le Triangle Rouge. Pour combattre le FN, il faut argumenter, démonter ses propositions, ce petit livre passe en revue les thèmes de l'immigration, du social, de l'euro, de la laïcité et du lissage du parti Le Pen pour en démasquer les mensonges.

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, *Contre le programme du FN, un argumentaire syndical*, 2012

Cet argumentaire montre le côté asocial du programme du FN sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la fiscalité, l'école, la « priorité nationale », les femmes, les homosexuels et ses liens avec les autres partis extrémistes d'Europe (Hongrie, Suisse, etc). Court et efficace, cette brochure apporte des réponses claires à des idées obscures.

Cette France-là, *Xénophobie d'en haut : le choix d'une droite éhontée*, La Découverte, 2012

L'association « Cette France-là » se propose de documenter le traitement réservé aux étrangers qui, selon les autorités françaises, auraient vocation à être « éloignés ». Ce livre aborde et dénonce l'utilisation électorale du thème de l'immigration. Il décrit aussi l'histoire politique de cette question depuis 1945. Un tableau chronologique reprend les mesures prises en France sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

« **Les théories du complot** » in *Agone*, n°47, 2012

Comment ne pas être d'accord avec la version officielle d'un événement et ne pas passer pour un comploteur ? De l'incendie du Reichstag à l'attentat du 11 mars 2004 en Espagne, en passant par celui du 11 septembre 2001 et l'assassinat de JFK, la revue nous donne à lire une analyse de cette « superstition et il n'y a rien de fou, suspect ou invraisemblable dans la nature même des théories de la conspiration – bien qu'évidemment certaines d'entre elles soient folles, suspectes ou invraisemblables. »

Enquêtes

Jean-Baptiste Malet, *Derrière les lignes du Front*, Golias, 2011

Enquête d'un an sur le terrain, à l'intérieur du Front National français jusqu'au fond de la galaxie des dissidences radicales. Où l'on redécouvre que si le FN veut policer son image, son cœur de militants ne change pas, pas plus que son idéologie raciste.

Caroline Monnot et Abel Mestre, *Le système Le Pen*, Denoël, coll. « Impacts », 2011

Ce livre nous fait faire le tour des réseaux de Marine Le Pen, ceux qui alimentent en idées et en amitiés le Front National. Si certains sont issus des mouvements les plus durs du fascisme à la française, tel Frédéric Chatillon, ex-président du GUD, d'autres sont plus « pipole » comme l'avocat Gilbert Collard.

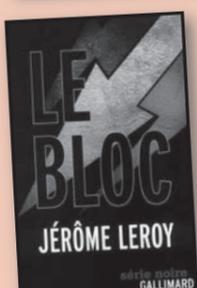
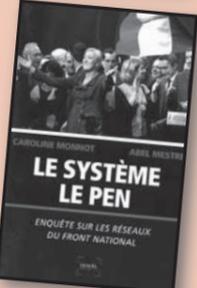
« **Dans la tête de l'électeur : qui vote pour qui et pourquoi ?** » in *Sciences Humaines*, n°236, avril 2012

À l'approche des élections françaises, répondre à la question du « pour qui on vote ? » est toujours de plus en plus complexe. Extrapoler le choix de l'électeur suivant sa profession, ses diplômes ou son lieu de résidence n'est plus aussi évident, du fait de la montée de l'extrême droite et de l'abstention grandissante. Articles d'analyse de psychologie sociale (personnalité de gauche ou de droite ?), des sciences cognitives (quels sont nos connaissances politiques), économique (Pourquoi les pauvres votent-ils contre leurs intérêts ?) et sociologique.

Fiction

▽ **Jérôme Leroy**, *Le Bloc*, Gallimard, coll. « Série noire », 2011

L'auteur imagine la nuit d'accession au pouvoir du « Bloc patriotique », parti d'extrême droite qui surfe sur la vague de violence politique et émeutière qui secoue un pays, pas si éloigné de nous. Au travers de l'histoire de deux amis, que tout sépare, c'est l'histoire de la montée en puissance de ce parti liberticide. Deux hommes, deux aspects du parti, une lisse, Antoine et une rugueuse, Stanko. Une des deux doit disparaître un matin.



Informatifs

« **Les nouveaux habits du populisme** » in *Politique*, n°75, mai-juin 2012

Le thème de la revue interroge la notion de populisme avec des contributions de Jérôme Jamin, Jérémie Mandin, Jean Faniel et plusieurs autres.

Pierre-André Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, CNRS éditions, 2012

« ... le populisme n'est nullement une caractéristique des droites : l'appel au peuple est la chose du monde politique la mieux partagée, dans les démocraties comme dans les dictatures modernes et contemporaines. C'est au nom du peuple que les nations démocratiques sont gouvernées et qu'on exige toujours plus de démocratie, mais c'est aussi au nom du peuple que les dictatures s'installent et perdurent... et qu'elles sont contestées. » Pour une définition utile du populisme.

Pascal Delwit (dir), *Le Front national : mutations de l'extrême droite française*, Éditions de l'ULB, coll. « Science politique », 2011

Écrits par des spécialistes universitaires français et belges, les articles, de fond et de référence, retracent et analysent l'histoire du FN, ses rapports aux autres partis en Europe, son organisation, ses militants, etc. En vue des élections présidentielles et législatives de 2012, trois régions « historiques » de l'implantation de l'extrême droite sont analysées plus profondément : le Nord-Pas-de-Calais, l'Alsace et la Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Christophe Bourseiller, *L'extrémisme : une grande peur contemporaine*, CNRS éditions, 2012

Sur les extrémistes de tout poil, qui sont-ils ? Comment les définir ? De la gauche à la droite, ils ont toujours raison, les autres toujours tort. Violents, ils veulent bouleverser la société radicalement. « L'extrémiste est, avant toute chose, une personnalité mécontente, violente et manichéenne » (Pascal Ory).

« **Populismes** » in *Critique*, n°776-777, janvier-février 2012

La revue fait le pari que cette notion galvaudée a encore quelque chose à nous apprendre et qu'il vaut la peine d'en rouvrir la question. Car le « populisme » n'est ni une donnée, ni un acquis de l'analyse politique ou historique. Et pourtant il tourne. Indéniablement, il existe. Ne serait-il qu'un mot, il a des effets sociaux et politiques ; et ce mot importe, dès lors qu'avec lui, c'est la question du peuple qui est posée. Une seule certitude : ce sont les populismes, au pluriel, qu'il faut interroger pour élucider l'énigme populiste. Surtout, il faut cesser de croire que le populisme soit exclusivement politique. C'est un phénomène transversal qui divise la culture et la connaissance.

« **L'extrême droite en Europe** » in *Hérodote*, n°144, 1er trimestre 2012

Les ressorts communs à la montée de l'extrême droite en Europe que sont l'immigration musulmane, la mondialisation (déindustrialisation et montée du chômage inclus) et l'Union européenne ne suffisent cependant pas à effacer les particularités des situations nationales de chaque État. C'est pourquoi Hérodote a choisi de présenter diverses situations européennes (France, Hongrie, Allemagne, Pays nordiques, Pays-Bas, Slovaquie, Serbie, l'Espagne, Angleterre et Grèce) pour mieux les comprendre, sans oublier de s'intéresser à la Russie.

Images

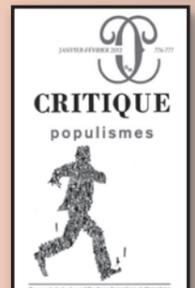
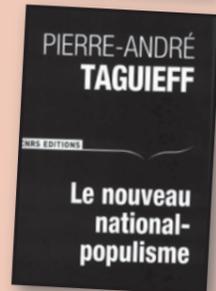
Zvonimir Novak, *Tricolores : une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite*, L'Échappée, 2011

Écrit par un spécialiste de l'image, voici un des livres les plus riches en graphismes d'extrême droite, riche de documents rares qui vont du général Boulanger à Marine Le Pen sans oublier tous les mouvements fascistes, les ligues, les groupuscules obscurs et autres ultras. Les deux derniers chapitres exposent la propagande des partis gaullistes et conservateurs. Pour ne rien gâcher, il y a un tableau chronologique d'apparition des partis d'extrême droite par type (nationalistes, identitaires, etc.).

Spécialiste de l'extrême droite, Jean-Yves Camus en a dit « Fabuleuses reproductions issues d'archives rarissimes, texte historiquement sérieux et stimulant pour la pensée : un must ! ».

Mains brunes sur la ville, documentaire de **Bernard Richard et Jean-Baptiste Malet** (90 min)

Comment l'extrême droite gère une ville. Reportage auprès de la population sur plusieurs mois à Orange et Bollène, villes gérées par des élus proches du FN. Deux villes ravagées, mortes où la résistance est peu soutenue par des politiques collaborateurs. À visionner sur le site web lamare.org.



Remise en question

Quand une ancienne amie de l'université m'a demandé d'écrire un article sur la domination et les formes de résistance qui s'y rapportent, cela m'a paru à la fois évident et paniquant.

Évident parce que je venais de publier mon mémoire de fin d'études : « L'engagement et ses représentations en centre de planning familial – L'héritage des années 1960 et 1970 ».

La résistance, ça me parle, ça me touche, cela fait partie de moi. Depuis toujours, je me questionne sur l'existence d'inégalités entre les êtres humains. À 29 ans, je me pose toujours la question, à la fois très sérieusement et de façon faussement naïve : est-ce forcément obligatoire et nécessaire que l'un domine et que l'autre soit dominé ? Je n'en suis pas sûre du tout. Malgré mon jeune âge et ma petite expérience de vie, j'ai plusieurs fois eu l'occasion de constater qu'il était tout à fait possible de vivre avec l'Autre en le considérant comme son égal. Ça n'est pas difficile, c'est même plutôt agréable.

Plus particulièrement, les inégalités entre hommes et femmes m'agacent assez bien. Et depuis longtemps aussi. Tout cela m'a mené à travailler la question du genre. Ce que je fais maintenant depuis six ans. D'abord avec les adolescents et adolescentes, puis avec les femmes adultes. Il m'arrive donc assez souvent d'aborder les notions de « domination masculine », de « sexisme » de « violences faites aux femmes », etc. Certains jours, je baigne dans un océan de dominations, ou pour le dire autrement, de discriminations.

Écrire cet article était également paniquant parce que je me suis dit « mais qu'est-ce que je vais bien pouvoir raconter, moi qui n'ai rien vécu ? ! », puis « par quel bout commencer ? ». J'ai pensé à moi, jeune femme de classe moyenne, instruite, exerçant un métier que j'aime et qui me correspond. Et je me suis posé la question : « ai-je moi-même déjà été dominée ? ». La première réponse fut « Mais non ! ». Je n'avais jamais vécu une situation qui me plaçait sous la domination de quelqu'un. Mais, « domination », « dominer quelqu'un », ça veut dire quoi ? Dans ma tête, j'ai pensé à l'esclavage, aux génocides, aux violences conjugales, bref, à des dominations violentes, extrêmes.

Puis tout le reste m'est (ré)apparu d'un seul coup : ma fille d'à peine un an, déjà tout de rose vêtue ; le souvenir de l'allaitement et de mon compagnon qui, lorsque je veux qu'il prépare un biberon (pensant me reposer un peu) me dit « tu donnerais pas le sein ? C'est plus facile » ; l'envie de maigrir vite et bien parce que c'est ça qui attire ; le deuil profond de ma poitrine d'antan ; le fait de devoir (m') expliquer que, pour moi aussi, c'est ennuyant et fatigant, parfois, de m'occuper de la petite...

Toutes ces choses que je (et beaucoup d'autres) vis tous les jours, et qui sont si banales, et tant inscrites dans le quotidien, qu'on les intègre comme « normales ». Oh ! Ce serait si confortable de ne jamais se poser de questions. Ce serait si reposant de ne jamais devoir discerner le juste de l'injuste. Pourtant, ce qui fait la particularité de l'être humain (par rapport à l'animal), c'est bien de pouvoir (se) remettre en question, aller à contre sens. Il me semble qu'on apprend davantage sur le monde dans lequel on vit et sur soi-même de cette façon.

Sans parler de ce qui se passe hors frontières et qui dépasse parfois l'entendement, remettre en cause signifie oser se demander pourquoi les rayons de jouets ou de vêtements pour enfants garçons et filles sont séparés et complètement différents. Pourquoi les livres pour enfants, quand il s'agit de parler de force et de courage affichent systématiquement un petit garçon et qu'à l'inverse, s'il faut illustrer un être dont il faut s'occuper et garder en sécurité à la maison, montrent une petite fille. Pourquoi les études d'infirmière sont envahies de jeunes femmes et délaissées par les jeunes hommes. Pourquoi je dois me battre contre moi-même parfois pour partager des tâches ménagères que les deux sexes sont tout à fait capables de prendre en charge mais que, « par culture », je m'assigne.

« Par culture », par intégration de comportements appris et acquis en société. Et donc, pas naturellement. C'est ici que tout devient possible, que tout peut changer et prendre une autre direction. Parce que si c'est appris, pourquoi ne pas apprendre autre chose ? Hommes et femmes ne sont figés dans des rôles que s'ils le veulent bien. La différence de sexe justifie-t-elle une différence de traitement entre des êtres humains ? Non, bien sûr, comme aucune différence de culture, nationalité, couleur de peau, ne la légitime.

Nous avons d'abord la capacité de prendre conscience, d'ouvrir les yeux sur ce qui est et qu'on a tendance à ne pas voir ou à oublier. Ensuite nous avons la possibilité de choisir autre chose. Il y a une petite cinquantaine d'années, femmes et hommes se sont battus pour acquérir de nouveaux droits pour les femmes : droit d'exister en dehors de son mari, droit au choix d'un enfant ou non, droit au salaire égal... Nous devons nous rappeler que c'est possible, que résister porte ses fruits, que nous pouvons refuser l'inacceptable, que nous avons du pouvoir en tant que citoyen, qu'ensemble nous sommes forts, mais également que nous pouvons déjà beaucoup dans notre petit cercle familial. Nous devons continuer à réclamer le dû, ce qui justement a été légiféré après acharnement il y a quelques dizaines d'années, mais n'a pas encore tout à fait pris sa place au quotidien (notamment, l'égalité des salaires et des statuts).

Aujourd'hui, plus que jamais, dans un monde perdant un peu la tête, oubliant l'essentiel tel que l'éducation gratuite pour tous, nous devons rester vifs, attentifs aux moindres tentatives de retours en arrière.

Alice Croibien, citoyenne
Auteure de *L'engagement et ses représentations en centres de planning familial, Éditions Universitaires Européennes, 2012*

« Ce serait une truculente méprise que de tenir les camps pour une concentration de détenus politiques. Les politiques (et faut-il encore entendre ce mot dans sa plus grande extension, englobant les condamnés pour action militaire, les espions, les passeurs de frontière) ne sont qu'une poignée dans la horde des autres. La couleur dominante est verte. Le peuple des camps est droit commun. Criminels, voleurs, bandits de toutes langues, aristocrates féroces et cyniques, détenteurs

des pouvoirs, manœuvres misérables des carrières et des mines, n'ont qu'étonnement et mépris pour les politiques. Le ton, la mode des camps, leur climat, tout est déterminé par le droit commun. Les politiques sont la plèbe taillable et corvéable à merci. »

David Rousset, déporté (in *L'univers concentrationnaire, Paris, Minuit, 1994, pp. 53-54*)

Pourquoi je porte le Triangle rouge ?

Je porte le triangle rouge parce que je suis contre l'extrême droite dont je constate hélas la remontée en Europe depuis un certain temps. Je le porte aussi parce que je suis contre le négationnisme et l'homophobie, signes tangibles de l'intolérance.

Je porte le triangle rouge parce que je suis contre l'extrême droite dont je constate hélas la remontée en Europe depuis un certain temps. Je le porte aussi parce que je suis contre le négationnisme et l'homophobie, signes tangibles de l'intolérance.

Ces engagements s'expliquent chez moi par le souvenir de mon école primaire à Flémalle-Grande où j'ai connu un grand mélange de populations, surtout après 1946 quand les « personnes déplacées » venant de l'est de l'Europe ont trouvé refuge en Belgique. Brassage multiculturel auquel s'est ajoutée l'arrivée de travailleurs italiens en 1947, appelés par l'État belge pour gagner la bataille du charbon.

Durant mon enfance et mon adolescence, avec mes copines et copains issus de l'immigration, nous avons toujours vécu sans problème, mis à part quelques expressions taquines telles que « sale Marocain », « sale Macaroni » ou « sale Flamand ». Mais c'était le plus souvent dit sans gravité et cela ne portait pas vraiment à conséquence.

Jusque dans les années 1960, il n'y avait pas de racisme à Liège et dans sa région. La raison principale de cet état de grâce était dû au fait qu'il n'y avait pas de chômage à l'époque : tous nos parents et tous nos voisins travaillaient, principalement dans les charbonnages et l'industrie lourde. Depuis, la désindustrialisation aidant et la crise actuelle se prolongeant, les choses ont bien changé, même s'il ne faut pas exagérer le nombre et l'impact des phénomènes de rejet ou de discrimination auxquels on assiste ici et là.

Personnellement, je n'ai qu'une seule fois fait l'objet d'un acte spécifiquement raciste. En 1963, lorsque j'ai postulé un emploi auprès d'une entreprise multinationale – dont un siège était installé dans notre Cité ardente –, la direction m'a clairement dit : « Changez de nom et vous serez engagé. » Une telle humiliation ne s'oublie pas et explique pourquoi, des décennies après, j'ai décidé de porter le triangle rouge. Car, est-il besoin de le préciser, il convient impérativement de ne jamais céder aux sirènes de l'extrême droite.

René Mohamed, agent commercial

Dans les camps de concentration, le Triangle Rouge était un morceau de tissu imposé par les nazis sur la veste des prisonniers politiques, ceux qu'ils considéraient comme des opposants à leur idéologie.

Le porter aujourd'hui sous forme de pin's, c'est résister aux idées d'extrême droite.

Cliquez, agissez, communiquez, résistez !

www.trianglerouge.eu

Les Territoires de la Mémoire
Bd d'Avroy, 86 - 4000 Liège
04.232.70.60
info@territoires-memoire.be

Je porte le triangle rouge pour cibler l'attention sur l'importance de la circulation libre de la pensée démocratique, de la parole, des écrits, des représentations imaginaires et artistiques, des représentations politiques de notre société et du monde, pour la libre formulation des esthétiques, des opinions, pour leur libre communication.

Je porte le triangle rouge pour rappeler que tous, nous sommes en puissance : des muets forcés par nos cris étouffés, des sourds qui crevons nous-mêmes nos

propres tympans, des aveugles qui avons cousu nos propres paupières sur nos pupilles dilatées de voir l'innommable qui toujours naît comme une source vive.

Je porte le triangle rouge pour cultiver en moi la mémoire d'autres humains qui ont subi la mort au nom du respect d'eux-mêmes et de la liberté pour tous. Je porte le triangle rouge pour me rappeler l'histoire, pour la convoquer dans ma vie et celle de mes amis, mes voisins, mes collègues, mes sœurs, mes frères humains.

Je porte le triangle rouge pour relier symboliquement ceux qui comme moi, avec force et faiblesse, avec espoir et résignation « ne veulent plus jamais ça » ou croient ou savent qu'ils doivent dénoncer et combattre toutes les formes totalitaires ou à tendance totalitaire d'oppression des consciences et des intelligences.

Yvette Lecomte, citoyenne

donnent l'impression de n'être que des versions « soft » de ce que demande le parti agrarien. En ce qui concerne les alliances électorales, le PLR ne semble pas pouvoir appliquer une politique d'ensemble claire. Suivant les cantons et les localités, les sensibilités ne sont pas les mêmes et l'UDC se retrouve tantôt isolée, tantôt présente sur des tickets communs avec des candidats de la droite conservatrice.

On le voit, pour des raisons bien différentes, les autres grands partis de Suisse, aussi bien à gauche qu'à droite, peinent à déterminer un positionnement clair face à l'UDC. Celle-ci, bien qu'étant le premier parti du pays, reste encore minorisée voire marginalisée, car elle n'a pas de véritable allié au sein de la droite conservatrice, malgré des positions économiques très proches entre les deux blocs. Cet isolement relatif n'empêche pas le parti d'extrême droite d'imposer ses thèmes et sa propagande, bien aidé en cela par ses moyens financiers largement supérieurs à ceux de ses concurrents⁷. Si l'UDC doit assurément son succès à la thématique de l'immigration, associée à ce parti dans l'esprit des Suisses⁸, son positionnement très à droite l'éloigne nettement d'un électorat potentiel situé plus au centre⁹. Cette cassure dans l'électorat n'empêche pas celui-ci de considérer que l'UDC est le parti qui a fait la meilleure campagne lors des élections fédérales 2011. 48% des électeurs du PS, 42% de ceux des Verts et 46% de ceux du PDC partagent cet avis. Parmi l'électorat des partis situés plus à droite, on dépasse les 50%¹⁰.

Difficile d'être surpris par ce résultat, tant le parti agrarien se démarque des autres en s'appuyant clairement sur une thématique polémique, celle de l'immigration, et des messages du même acabit. Cette propagande-choc est nécessairement celle qui est retenue par la population, d'autant plus que les autres partis sont contraints de s'y adapter et que les médias s'en font l'écho. Bien que l'immigration ne soit a priori qu'une thématique parmi d'autres, l'extrême droite la décline sous diverses formes pour l'intégrer dans les autres sujets, et ceci avec succès, ce que peinent à faire les autres mouvements avec les thèmes qui leur sont associés (l'écologie, le social, etc.). L'UDC est également le parti dont la couverture médiatique est considérée comme la plus négative, et ceci d'après les électeurs de tous les partis¹¹. En effet, les médias suisses se montrent la plupart du temps critiques envers le parti agrarien et sa propagande, à l'exception notable de l'hebdomadaire zurichois Die Weltwoche au tirage de près de 80000 exemplaires. Celui-ci fait actuellement l'objet d'une procédure pénale pour une couverture « montrant un petit garçon rom visant le lecteur avec un pistolet » avec pour titre « Les Roms arrivent : expéditions criminelles à travers la Suisse »¹².

Sébastien Chazaud
Historien

1 UDRIS, Linards, IMHOFF, Kurt et ETTINGER, Patrik, « Nouvelles possibilités de capter l'attention : l'extrémisme et le radicalisme de droite dans la communication publique (1960-2005) », PNR 40+ *Extrémisme de droite – Causes et contre-mesures*, Fonds national suisse de la recherche scientifique, 2009.

2 DEL BIAGGIO, Cristina, « L'UDC, des moutons noirs aux rangers », <http://blog.mondediplo.net/2011-10-18-L-UDC-des-moutons-noirs-aux-rangers>

3 CHAZAUD, Sébastien, « Elections fédérales 2011, un échec pour l'UDC ? », *Aide-mémoire*, n°60 (avril-juin 2012).

4 SKENDEROVIC, Damir, *Stratégies contre l'extrémisme de droite en Suisse : acteurs, mesures et débats*, Berne, Service de lutte contre le racisme (SLR), Département fédéral de l'intérieur, 2010, p. 110.

5 *Ibid.*

6 *Idem*, p. 111.

7 WUTHRICH, Bernard, « L'UDC est la championne des dépenses publicitaires », *Le Temps*, 22 février 2012.

8 LUTZ, Georg, *Elections fédérales 2011. Participation et choix électoral*, Lausanne, Selects – FORS (Centre de compétences suisse en sciences sociales), 2012, pp. 27, 28 et 30.

9 *Idem*, p. 69.

10 *Idem*, pp. 52 et 53.

11 *Idem*, pp. 54 et 55.

12 <http://www.rts.ch/info/suisse/4038951-la-weltwoche-devant-la-justice-zurichoise.html>

« les autres » : terroriste, musulman, socialiste, africain, etc. Obama personnifie dès lors le péril qui pèse sur la nation, celui qui est déterminé à confisquer le pays aux véritables Américains. Cette tendance *Birthers* est présente dans toutes les organisations *Tea Party* citées plus haut, à l'exception de *FreedomWorks*.

Les milices représentent une autre composante majeure de la galaxie *Tea Party*, leur existence est souvent antérieure à 2009 mais elles se considèrent comme des organismes du *Tea Party*. Ces groupements armés développent des structures hiérarchisées et sont la plupart du temps engagés dans des programmes d'entraînement paramilitaires en prévision d'une lutte prochaine contre un ennemi qui ne s'est pas encore dévoilé au grand jour. Ces gens s'appuient également sur une mythologie nationale et le caractère quasi divin entourant la Constitution et les volontés des pères fondateurs. Plus précisément, ils basent leur identité sur le deuxième amendement qui garantit le droit au port d'arme pour tout citoyen américain. Certains vont nettement plus loin en développant l'idée d'une citoyenneté particulière pour les chrétiens blancs. Ces patriotes bénéficieraient de droits et de responsabilités renforcées par rapport à ceux qu'ils appellent « les citoyens du quatorzième amendement », soit ceux qui ne remplissent pas les critères de race et de foi mais qui sont tout de même américains devant les critères constitutionnels.

La troisième tendance forte qui a pris pied dans le *Tea Party* depuis son éclosion début 2009 est un agrégat de tendances très anciennes aux États-Unis. Le *White Nationalist Movement* a été fondé dans les années nonante sur les bases éparées des mouvements isolationnistes, anti-immigrants, néo-confédérés, négationnistes, « aryanistes » et autres skinheads. Ce groupe revendique fièrement son racisme et dénigre les racistes refoulés qui n'assument pas le caractère raciste de leurs propres opinions. Ce mouvement est fort divisé entre les partisans d'une république blanche indépendante des U.S.A. et ceux qui sont déterminés à révoquer les avancées du mouvement des droits civiques pour un retour en arrière salvateur. Ce sont plus précisément ces derniers qui se sont implantés au sein du *Tea Party*.

Le *Tea Party* d'aujourd'hui est-il le « *backlash* » raciste à l'élection d'Obama, un fils d'Africain qui a un temps vécu dans le plus grand pays musulman au monde et qui est désormais à la tête d'un pays dont la population est de moins en moins blanche ? Ce serait sans doute aller trop loin et nier la dimension principale du *Tea Party* qui reste axé sur ses revendications socio-économiques de double diminution : de la portée du gouvernement fédéral d'une part et des taxes d'autre part. Dans ce cadre, il est intéressant de relever que l'organisation *FreedomWorks* qui est la plus hiérarchisée des six branches nationales, a tenté ouvertement à plusieurs reprises de recentrer le mouvement entier sur une ligne idéologique dépourvue de considérations raciales ou socioculturelles en se basant uniquement sur les revendications économiques et fiscales. Il existe bien désormais une dimension xénophobe au sein du *Tea Party*, c'est elle qu'il faut dénoncer dans sa juste proportion. La nier reviendrait à se déconnecter de la réalité actuelle du premier mouvement cyber-protestataire de l'ultra-droite américaine. Prenons cependant garde de ne pas enfermer tout le mouvement dans un diagnostic stigmatisant – alors que nous reprochons justement au *Tea Party* ses discours réducteurs – et gardons davantage à l'esprit la grande hétérogénéité de profils de ses sympathisants et de ses membres¹.

Jérôme Marchandise

1 Pour en savoir plus sur le sujet, voir l'excellent rapport de Devin Burghart et Leonard Zeskind, *Tea Party Nationalism*, disponible sur le site de l'Institute for Research and Education on Human Rights (www.irehr.org).

> suite de la p.1

Les délibérations sur des questions mémorielles constituent-elles un vecteur de citoyenneté ?

Une question fondamentale se pose pour nos systèmes démocratiques : ces délibérations et mobilisations mémorielles peuvent-elles être bénéfiques pour une société ou sont-elles contreproductives ? La question mérite d'être posée dans une perspective démocratique. Ainsi, on peut régulièrement prendre connaissance d'oppositions de personnes voyant d'un mauvais œil toute intervention d'un pouvoir politique sur des thématiques passées. À cet égard, Pierre Nora dénonçait au mois de janvier 2012 le « sport législatif purement français » au sujet des lois mémorielles². On rappellera également les initiatives du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire³ regroupant de multiples historiens, chercheurs, enseignants, préoccupés par l'instrumentalisation politique de l'histoire. Mémoire, histoire et politique font-elles dès lors bon ménage ?

Nous le pensons effectivement et nous le développerons régulièrement à travers une série de cas concrets dans une future chronique. En attendant, trois raisons majeures nous poussent à affirmer qu'il peut être utile ou bénéfique pour un système démocratique de délibérer sur des questions mémorielles.

Premièrement, en démocratie, il est essentiel de pouvoir discuter de tout. C'est même ce qui définit la démocratie : la mise en délibération publique des enjeux de la vie collective. Le Parlement est par excellence le lieu de cette délibération. Tous les citoyens peuvent ainsi se faire une idée ; conformément au modèle de société autonome et non plus hétéronome dans laquelle nous vivons où les individus sont responsables d'eux-mêmes.

Deuxièmement et corollairement au précédent argument, la possibilité de discuter de tout en démocratie permet une prise de conscience des enjeux importants pour une société donnée. Les délibérations de questions mémorielles peuvent assurer le décryptage du fonctionnement d'un système politique. Prenons un exemple ayant suscité de nombreux débats. Le 23 février 2005, le législateur français adoptait une loi dans laquelle un article soulignait le rôle positif de la colonisation. Nous ne reviendrons pas sur l'importante polémique ayant vu le jour suite à l'adoption de cette loi. Nous voudrions simplement signaler qu'elle a engendré de nombreuses discussions au sein de la société française et bien au-delà. Au final, les délibérations publiques entre tous les acteurs (représentants politiques, milieu associa-

tif, journalistes, enseignants, etc.) ont abouti à la suppression de l'article litigieux. On a ainsi pu se rendre compte de l'équilibre fragile mais indispensable garantissant le vivre ensemble puisque les discussions ont permis de mettre en avant, à côté de l'institution parlementaire, d'autres institutions ou acteurs ayant tous un rôle à jouer en démocratie.

Troisièmement, et au-delà de la prise de conscience du fonctionnement d'un système politique, nous croyons que les délibérations sur des questions mémorielles peuvent alimenter les processus de socialisation politique des jeunes, entendus comme les processus par lesquels des individus se construisent politiquement et développent une panoplie d'attitudes et de comportements politiques. En effet, dans le cadre de nos recherches, nous avons montré que les connaissances de jeunes Belges concernant le génocide des Juifs peuvent se traduire par des discours manifestant leurs choix partisans, leurs sentiments de confiance à l'égard des autorités, leurs connaissances politiques ou encore leurs volontés d'engagement civique et politique.

Au final, les délibérations publiques sur des questions mémorielles constituent donc un vecteur de citoyenneté dans la mesure où elles permettent de souligner la philosophie sous-tendant le régime démocratique, d'éclairer le fonctionnement d'un système politique et de nourrir les processus de socialisation ; autant de dimensions qui participent à la construction des citoyens de demain.

Geoffrey Grandjean

Docteur en Sciences politiques et sociales

1 Ce rapport découle d'une série de débats au cours desquels des experts ont échangé leurs réflexions sur l'interculturalité dans la société belge.

2 Nora, Pierre, « Lois mémorielles : pour en finir avec ce sport législatif purement français », *Le Monde*, 5 janvier 2012.

3 Voir l'adresse suivante : <http://cvuh.blogspot.com/>



Scott Joplin contre l'obscurité

Pour peu que vous ayez connu les années 1970, vous devez avoir entendu au moins une composition de Scott Joplin, quand bien même vous vous déclareriez ignare en musique. Il s'agit de ce qu'on appelait à l'époque la musique de « L'Arnaque », soit ce ragtime joyeux qui accompagnait ce film et qu'on entendit longtemps sur les ondes. Son compositeur est Scott Joplin, et son vrai titre *The Entertainer*, publié initialement en 1902. Pourtant, à l'époque, ce n'était même pas la pièce la plus connue de Joplin. Non, son immense succès de son vivant, ce fut *Maple Leaf Rag*, publié en 1899, et dont la partition – il n'y avait pas encore d'industrie discographique ! – se vendit à un million d'exemplaires, chiffre qui serait magnifique de nos jours, quasi invraisemblable au tournant du siècle dernier.

Scott Joplin, en grande partie autodidacte, sera remarqué pour sa virtuosité au piano par un américain d'origine allemande, Julius Weiss, qui devint son professeur de composition et lui apprendra, entre autres, les lois de l'harmonie.

Né en 1867 (ou 1868) au Texas, très peu de temps après l'abolition officielle de l'esclavage, Joplin va « monter » à New York et deviendra vite le « Noir » le plus célèbre de la ville. Le racisme n'existe pas dans cette grande métropole du nord, n'est-ce pas ? Le racisme physique et directement brutal, peut-être pas trop, effectivement. Pourtant, Joplin va se heurter pendant des années, et jusqu'à son dernier jour, à un racisme larvé, hypocrite. Et tout va commencer quand il se mêlera de composer un opéra sur « le peuple noir » et à en écrire lui-même le livret. C'était un peu trop, même pour la libérale New York : on veut bien fêter un Noir qui nous régale de ces délicieux ragtimes, on l'invite même dans les salons les plus progressistes, mais restons sérieux : un Noir, quasi inculte, écrire un opéra ? Sur le peuple noir ? Qui cela intéresse-t-il ? Allons, à chacun sa spécialité et les vaches seront bien gardées !

Cet opéra, c'est *Treemonisha* et c'est davantage une illustration de la lutte de la lumière contre l'obscurantisme qu'une œuvre sur les « afro-américains », comme on ne disait pas encore à l'époque. Certains observateurs contemporains ne manqueront pas de trouver des parallèles, ou tout au moins des points de convergence, avec *La flûte enchantée* de Mozart. C'est peut-être un peu exagéré. Ce n'est pas une œuvre initiatique *stricto sensu*, le but étant pourtant le même dans les deux opéras : la lutte contre l'ignorance, génératrice d'obscurité, de peur et de superstitions.

L'argument est simple. Le seul couple un peu instruit d'un village, Ned et Monisha, trouve un très jeune enfant abandonné sous un arbre sacré. C'est une petite fille. Ils vont l'adopter et lui donner le nom de Treemonisha (*tree* signifiant « arbre »). On peut y voir un embryon de féminisme puisque c'est le prénom de la mère, et non celui féminisé du père, qui sera donné à l'enfant. Nous verrons plus loin que ce n'est pas le seul élément qui rend hommage à la femme. Treemonisha apprendra vite à lire et écrire et, dès ses 18 ans, se heurtera aux sorciers du village qui voient en elle une menace contre leurs pouvoirs occultes. Des conjurés vont l'enlever pour la soumettre à une mort atroce : ils veulent l'attacher tout près d'un immense nid de guêpe. Elle sera sauvée par son ami

Remus qui va retourner la superstition contre les tueurs : déguisé en épouvantail ambulante, il va les effrayer et les mettre en fuite. Désormais, le village acceptera Treemonisha comme pourvoyeuse de lumière, en clair, elle va leur apprendre à connaître. Certains y voient ici encore un élément féministe. Dans *La flûte enchantée*, celui qui apporte la lumière est un homme âgé et respecté, Sarastro. Ici, c'est une toute jeune fille qui s'en charge. Certains éléments biographiques semblent prouver que Scott Joplin, à défaut d'être féministe au sens actuel du terme, estimait que la femme n'avait pas suffisamment de pouvoir dans la Cité.

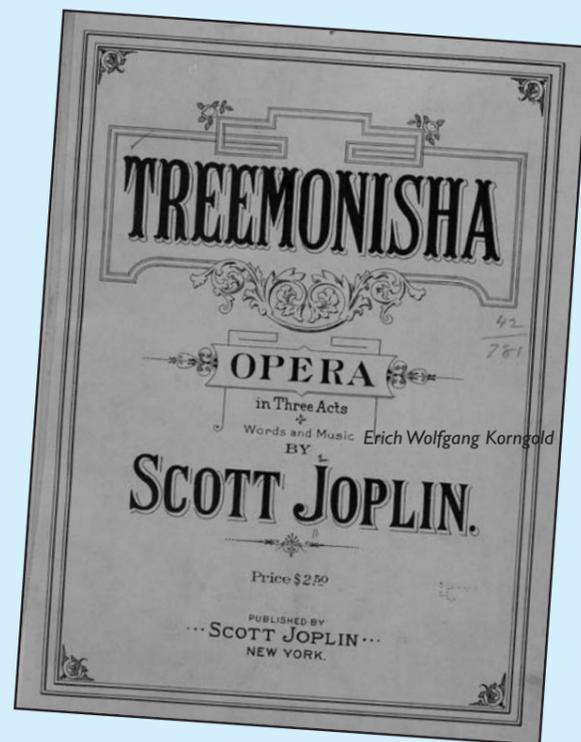
Scott Joplin n'entendra jamais son œuvre. Personne n'a voulu la financer. Achevée et orchestrée (sur papier) en 1910 ou 1911, il produit lui-même une représentation en 1915, une réduction pour piano et chanteurs, mais sans mise en scène. C'est un échec qui le ruinera. Seul un air isolé de *Treemonisha* connaîtra un succès d'estime, mais ce sera bien insuffisant pour le rasséréner. Il mourra en 1917, ayant partiellement perdu la raison des suites de la syphilis.

Pendant des décennies, cet opéra n'existera plus, si ce n'est comme vague réminiscence d'une époque révolue. On critiquera la naïveté de son livret. Peut-être pourrait-on plutôt parler de lisibilité. On a écrit dans des dictionnaires de la musique, par ignorance sans doute, que c'était un opéra *ragtime*, alors que seuls trois airs, totalisant moins de dix minutes, ressortissent de ce genre musical, soit à peine le dixième du temps total de l'œuvre.

Il faut attendre le tout début des années 1970 pour que l'on retrouve la partition que l'on croyait irrémédiablement perdue, et que l'on monte enfin l'opéra sur scène. Et c'est un autre américain d'origine allemande qui enregistrera, pour *Deutsche Grammophon*, la première version complète en 1976, Günther Schuller, compositeur, chef d'orchestre et grand spécialiste du Jazz. L'immense Willard White y chante le rôle de Ned. À l'écoute de ce double CD, on réalise combien l'inspiration mélodique de Scott Joplin allait bien au-delà du ragtime : on y entend de l'opéra à l'euro-péenne, mais aussi des mélodies assez sombres évoquant le vaudou ou encore des ensembles vocaux robotiques.

Après le disque de Schuller, l'opéra semble sombrer à nouveau dans l'oubli, jusqu'à deux productions récentes : la première, de Sue Keller en 2008, est un peu terne, mais celle de Blanca Li en 2010, au Théâtre du Châtelet, fut fort applaudie. Les extraits disponibles sur Internet montrent en tout cas que le vétéran Willard White, qui reprend son rôle de Ned, a toujours de la puissance, et présentent une Treemonisha pleine de force, de sagesse et de beauté en la personne de la jeune soprano Adina Aaron. Plus proche de nous encore, c'est en 2011 que paraît enfin la deuxième version intégrale du disque, chez New World, sous la direction de Rick Benjamin, louée par la critique. Et début 2012, il vient de connaître plusieurs représentations à Chattanooga, Tennessee. Scott Joplin refusait l'obscurantisme. Après des décennies de semi-ténébreux, on dirait bien que sa Treemonisha est enfin en train de trouver la lumière

Raphaël Schraepen



Appendice à l'article « Formes des musiques dégénérées »

(Aide-mémoire n°58, 59 et 60)

Lors d'une conférence récente à l'Université de Brandeis, Massachusetts, le chef d'orchestre James Conlon a proposé que l'on abandonne l'expression « musique dégénérée » à propos des œuvres ou des compositeurs stigmatisés comme tels par les nazis. Cette dénomination injurieuse n'a bien sûr jamais été revendiquée par celles et ceux qui en ont été victimes. M. Conlon préfère désormais parler de « *recovered music* », sans pour autant vouloir imposer cette nouvelle expression. L'essentiel, ajoute-t-il, c'est que ces musiciens soient enfin reconnus. J'avoue que cette expression est assez séduisante puisque « *to recover* » est un verbe anglais très riche de sens qui peut se traduire par : « recouvrer », « retrouver », « rétablir », « restaurer », en fait, « reconnaître ». L'avenir décidera de la validité de l'expression et d'un éventuel équivalent en français.

R.S.

« Plus qu'à jeter et tout oublier »

Sur *Histoires parallèles* de Péter Nádas (Plon, coll. « Feux croisés », 2012)

L'Histoire n'est qu'une pile de vaisselle sale qui s'écroule par terre en créant un affolant silence au sein de l'assemblée des hommes. Les histoires de ce bouquin qui s'empilent également sur le fond (sale ?) des dérives de l'humanité créent une atmosphère trouble marquée par l'humiliation et la honte qui se retrouvent à chaque spirale de la pile. Si l'ontologie lacanienne cherchait son livre, elle l'a trouvé.

Traversant Berlin, Budapest, l'horreur de la Seconde Guerre mondiale, le livre mêle le cru organique à un onirisme noir lesté d'un trop plein de mots. Les personnages, eux-mêmes, apparaissent

et disparaissent, comme pris en otage par le flux débordant, quasi hormonal, mais néanmoins impalpable et culpabilisateur, de l'existence : « Père, mère, filles, ils n'arrêtaient pas de tout me donner, et pourtant je ressentais que ces étrangers me dépossédaient de tout ».

Livre monstre, avare de linéarité, donc exigeant. La construction du bouquin fait penser à un espace riemannien, se présente comme un espace de raccordement, c'est-à-dire un espace de juxtaposition de morceaux dont chacun est traité comme un événement autonome décisif : Leistikow présidant le regard voyeur, la barbarie nazie gelée en honte patriotique, la moiteur du sexe prégnante-stagnante, la mort-les morts.

Difficile de passer à côté. ●●

Jean-Paul Bonjean



Merci pour vos dons !

Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour remercier toutes les personnes qui ont fait un don à la médiathèque. Et, en particulier, Daniel Bovy pour ses généreux dons de livres qui remplissent les rayonnages.

Si vous désirez faire de même ou, comme d'autres, déposer des documents d'archives à la médiathèque des Territoires de la Mémoire, contactez-moi au 04 232 70 62 et/ou mediatheque@territoires-memoire.be.

Michel Recloux, bibliothécaire.

La Médiathèque présente

par Sophie Moreau et Michel Recloux

 = coup de coeur des bibliothécaires

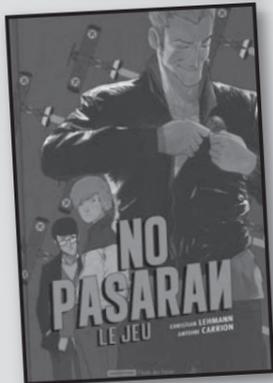
• **Renaud De Heyn, *Soraïa*, Casterman, 2012**

Dans le Rif, au Maroc, une famille n'arrive plus à survivre. L'oncle décide alors de confier sa nièce, Soraïa, à une famille bourgeoise de Tétouan. Elle travaillera, rapportera de l'argent à sa famille et aura de meilleures conditions de vie qu'en restant au Bled. C'est du moins ce que les aînés croyaient ! Medhi, le frère de Soraïa n'est pas dupe et part à la recherche de sa sœur pour la sauver de cet esclavage moderne. Dans son périple, outre ses rencontres avec des hommes honnêtes et qui l'aideront, il devra se soustraire à une bande de djihadistes. Très réaliste, cette BD dépeint les dérives d'une société actuelle où la misère instrumentalisée donne un terreau fertile tant à l'islamisme radical qu'à la traite des êtres humains.



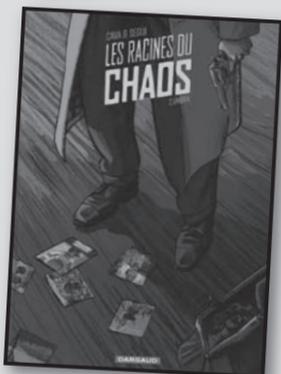
• **Christian Lehmann et Antoine Carrion, *No pasaran, T. 1 : le jeu*, Casterman et L'école des loisirs, 2012**

Thierry, Eric et Andréas, tous trois fans de jeux vidéos vont trouver un magasin lors d'un voyage scolaire à Londres. Le vendeur, un vieil homme au comportement étrange, va leur offrir une disquette contenant un jeu de guerre d'un réalisme exceptionnel. Ce dernier va prendre le contrôle de leurs vies et révéler leurs vraies personnalités. Cette bande dessinée reprend le roman de Christian Lehmann avec justesse et sera composée de plusieurs tomes.



• **Cava et Segui, *Les racines du chaos, T. 2 : Umbra*, Dargaud, 2012**

Le second tome de la bande dessinée « Les racines du chaos » est enfin sorti ! Comme dans le premier volume, Alexandre est toujours en quête de son identité et apprend que sa véritable histoire, très éloignée de ce qu'on lui avait raconté, plonge ses racines dans celle, tourmentée, de la Yougoslavie de l'après Seconde Guerre mondiale ! Suspense sur trame historique et remises en question assurés ! Le dénouement est assez inattendu et apporte un réel plus à la série.



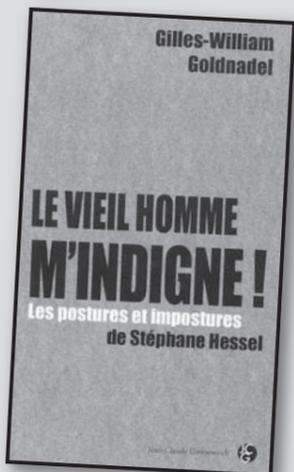
• **Comès, *L'ombre du corbeau*, Casterman, 2012**

Goetz von Berlichingen, un soldat allemand sur le front français lors de la Première Guerre mondiale, va faire une drôle d'expérience : alors qu'il est tombé dans une embuscade et se croit mort, il se relève et est guidé vers une étrange propriété épargnée par les bombardements. Une famille atypique y vit et le recueille. Pendant son séjour, il est le témoin d'événements surnaturels. Le style de Comès, très particulier, ne plaira pas à tout le monde mais l'intrigue est tout de même plaisante.



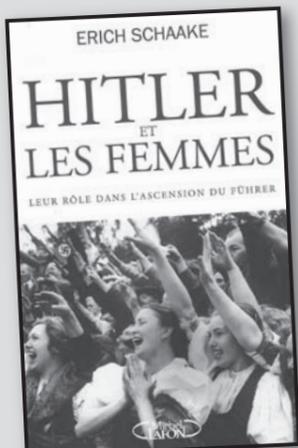
• **Gilles-William Goldnadel, *Le vieil homme m'indigne !, postures et impostures de Stéphane Hessel*, Jean-Claude Gawsewitch, 2012**

Ce document, qui relève plus du pamphlet que de l'essai, démonte purement et simplement tout l'argumentaire de Stéphane Hessel. Non content de s'en prendre aux convictions politiques et philosophiques du résistant français, Gilles William Goldnadel n'hésite pas à s'attaquer à ses expériences de vie, acte totalement inutile, d'autant plus qu'il critique des faits absolument invérifiables. Si, selon Goldnadel, Indignez-vous ! n'a d'autres idées que de faire du prosélytisme en faveur des Palestiniens et de véhiculer une image trop simpliste de l'engagement citoyen, son « vieil homme m'indigne ! » fait l'apologie des radicalismes et attise la flamme de l'intolérance ! Pro-israélien, militant de droite et maladroitemment subversif, Goldnadel, qui accuse Hessel de manichéisme, lui reproche un manque de subtilité qui lui fait, pourtant, cruellement défaut. du régime nazi.



• **Erich Schaake, *Hitler et les femmes : leur rôle dans l'ascension du Führer*, Michel Lafon, 2012**

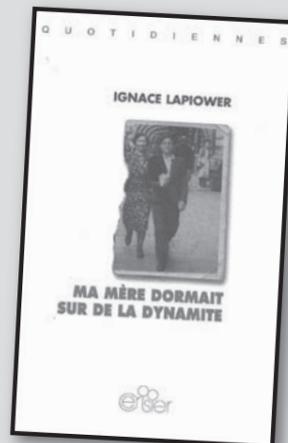
Comment expliquer la fascination qu'Adolf Hitler exerçait sur la gente féminine ? Contre toute attente, le jeune homme emprunté et peu sûr de lui des débuts a réussi à charmer bon nombre de femmes. Ce



livre nous présente de courtes biographies de celles qui ont partagé la vie et le combat d'Hitler tout en nous expliquant quel fut leur rôle dans son ascension.

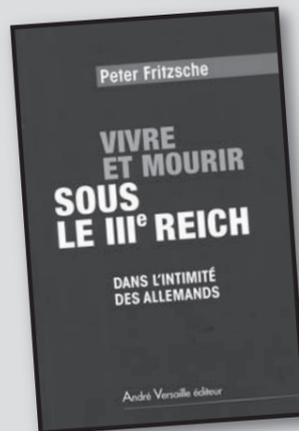
• **Ignace Lapiower, *Ma mère dormait sur de la dynamite*, Editions du Cerisier, coll. « Quotidiennes », 2012**

En septembre 1942, alors que la Belgique est occupée et que les décrets antisémites pleuvent, Ignace Lapiower fait ses débuts chez les Partisans armés juifs. Ce document nous explique son parcours, depuis les premières actions menées, la déportation de sa maman jusqu'à la Libération et sa « renaissance ». Ignace Lapiower a fait preuve d'une très grande pudeur pendant plus de quarante ans. Son fils a décidé de révéler son témoignage au grand jour. Ce livre est un témoignage très utile pour mieux comprendre la résistance juive et pour se rendre compte des difficultés rencontrées pour accéder à une reconnaissance et à une place dans la société de l'après-guerre.



• **Peter Fritzsche, *Vivre et mourir sous le IIIe Reich : dans l'intimité des Allemands*, André Versaille, 2012**

Comment les Allemands ont-ils vécu la Seconde Guerre mondiale ? Se sont-ils tous ralliés à la cause nazie ? Comment vivre cette dualité entre nationalisme et civisme ? Sur base de documents privés (correspondances, journaux intimes), l'auteur tente de nous faire comprendre le ressenti des Allemands manipulés par le national-socialisme



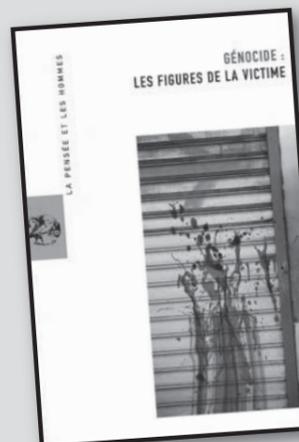
• **Geoffrey Grandjean et Jérôme Jamin, *La concurrence mémorielle*, Armand Collin, coll. « Recherches », 2011**

Si, pour certaines personnes, ne rien dire et laisser un événement sombrer dans l'oubli est une nécessité, pour d'autres, en parler et entretenir le souvenir par le biais de groupes ou par la médiatisation est primordial. Il n'est alors pas rare que ces souvenirs soient confrontés les uns aux autres, laissant la part belle à une concurrence mémorielle. Ce document nous décrit les différents aspects de ce phénomène au travers de faits historiques de la plus haute importance comme la Shoah, la guerre d'Algérie ou le conflit Israélo-palestinien.



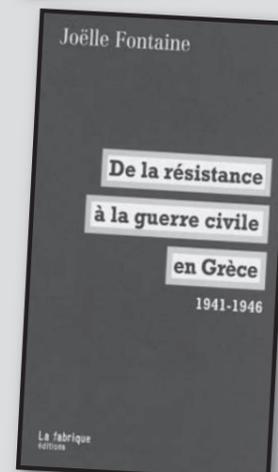
• **Catalina Sagarra et Jacques Lemaire, *Génocide : les figures de la victime*, Espace de libertés, coll. « La Pensée et les Hommes », 2012**

Le XXe siècle a connu son lot de génocides cruels et divers. Ce livre aborde ces crimes contre l'humanité d'un point de vue psychologique et juridique en ayant pour thème principal la reconstruction de l'identité victimaire. En s'appuyant principalement sur les témoignages de rescapés de la Shoah ou du génocide des Tutsi au Rwanda, les auteurs tentent de faire le lien entre faits concrets, ressenti des victimes et processus de réparation.



• **Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce : 1941-1946*, Editions La Fabrique, 2012.**

Ce document nous explique comment la Résistance grecque, qui a pourtant été l'une des plus actives et efficaces de l'Europe dans la lutte contre les nazis, a été ensuite massacrée par les collaborateurs et les Anglais et comment le pays a ensuite sombré dans une guerre civile qui durera trois ans.



En vente dans toutes les bonnes librairies
ou en prêt à la **Médiathèque**
des Territoires de la Mémoire



« Mots »

Par Henri Deleersnijder

CONFLIT

« Les gens ne comprennent pas comment ce qui diverge converge sur soi-même, c'est une harmonie tendue en sens inverse, comme celle de l'arc [...] ». Dans cet aphorisme imagé, Héraclite d'Ephèse (v. 576-v. 480 av. J.-C.), philosophe du devenir qui vécut sur la côte de l'ancienne Asie mineure, laisse entendre que la contradiction est au cœur même du monde. C'est elle qui fait avancer les choses et permet donc le mouvement qui malaxe la réalité en la transformant. Féconde dynamique des contraires, qui fait que « tout s'écoule », indéfiniment. Et, comme suggéré dans le fragment de ses pensées cité plus haut, sans le bras droit de l'homme qui tire la corde de l'arc vers l'arrière et le gauche qui le tend vers l'avant, aucune flèche ne pourrait prendre son envol.

Voilà une gestuelle dialectique qui va à contre-courant de ce que promet notre société du « politiquement correct », si friande d'aspirations à la liberté et pourtant si hostile au concept même de conflit. Ses mille et un canaux de diffusion, en effet, en appellent de façon récurrente au consensus. Issu du latin *consentire* (« être d'un même sentiment »), ce terme apparaît au début du XIXe siècle dans le langage propre à la physiologie, pour évoquer la bonne entente entre les diverses parties et fonctions de l'organisme. Avec Auguste Comte, il gagne le champ sociologique et s'applique à l'accord social régissant, dans le meilleur des cas, une collectivité humaine. Mais ce n'est que par le truchement de la politique qu'il a rejoint plus récemment le parler courant, où il est souvent suremployé et où, voisinage cocasse, il n'est pas rare de le voir affublé de l'adjectif « mou »...

Ah! ce consensus à atteindre coûte que coûte, ce qu'il peut valoir comme pesant idéologique ! Car si la stabilité à tout prix est devenue le seul horizon de la gestion publique, la moindre contestation risque alors d'être perçue comme un danger pour le vivre-ensemble ou le soi-disant bien-être du plus grand nombre. Bonjour la mise en cause des revendications sociales, voire la tentative de criminaliser la moindre opposition populaire quelque peu déterminée. Dans le Québec du « printemps érable », une loi spéciale vient d'ailleurs d'être adoptée le 18 mai dernier qui vise à restreindre sévèrement le droit de manifester durant un an : manquerait plus que ce type de décision fasse école sous d'autres latitudes... Au final, la passivité citoyenne serait-elle l'autre règle d'or à impérativement rejoindre par nos démocraties postmodernes en proie aux affres de la crise financière de la zone euro ?

On ne peut que frémir à la seule évocation de cette sombre perspective. D'où la nécessité pour tout un chacun de ne jamais succomber aux attraits du renoncement consensuel et de toujours entretenir, bien vivant au dedans de soi, un minimum de *dissensus*. Ce mot récent, qui sert de titre à une revue de philosophie politique de l'Université de Liège, fait écho à la notion de « divergence de sentiments », au dissentiment en somme qui fonde « le discours polémique, partie intégrante de l'argumentation rhétorique ». Dans le mouvement ouvrier, par exemple, c'est par la prise de conscience des injustices frappant les travailleurs et la mise en place de luttes collectives qu'a été conquis le suffrage universel et qu'est née, dans la foulée, notre législation sociale protectrice des plus faibles. On le voit, le conflit engagé contre les puissants de l'époque a été porteur d'avenir. Puissent les acquis historiques ainsi engrangés ne pas s'étioler aujourd'hui à la faveur d'un regrettable manque de vigilance ou de combativité ! À cet égard, se souvenir que « c'est contre le vent que monte le cerf-volant » (proverbe chinois) n'est pas non plus inutile... ••

Le succès de l'extrême droite néo-nazie en Grèce renvoie aux membres de Chryssi Avgi, un parti qui se revendique ouvertement comme l'héritier spirituel du NSDAP.

Il y a dix ans dans nos pages

« Mon combat » d'Adolf Hitler, un programme...

Dohet Julien
(n°21, juillet-septembre 2002)

« (...) Comme nous avons pu le voir, le programme développé par Hitler est fort succinct et consiste plus en une série de mini-discours sur des thèmes qui lui tiennent particulièrement à cœur ou qui sont au centre du débat politique allemand. De ce fatras de slogans et de déclarations incendiaires, ont retient souvent l'antisémitisme particulièrement violent comme l'illustre cette phrase, l'une des dernières du livre, qui prendra tout son sens une quinzaine d'années plus tard : « Si l'on avait, au début et au cours de la guerre (de 14-18), tenu une seule fois douze ou quinze mille Hébreux corrupteurs du peuple sous les gaz empoisonnés que des centaines de milliers de nos meilleurs travailleurs allemands de toutes origines et de toutes professions ont dû endurer sur le front, le sacrifice de millions d'hommes n'eût pas été vain. »

« 21. Mais cet antisémitisme n'est pas au centre de l'idéologie présentée dans Mein Kampf. Il découle en fait du grand principe qui forme l'ossature de l'idéologie nazie et que la phrase qui suit résume parfaitement : « Au contraire (du marxisme), la conception « raciste » fait place à la valeur des diverses races primitives de l'humanité. En principe, elle ne voit dans l'état qu'un but qui est le maintien de l'existence des races humaines. Elle ne croit nullement à leur égalité, mais reconnaît au contraire leur diversité, et



leur valeur plus ou moins élevée. Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne ce monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des faibles ».

Verbatim

« Marine Le Pen est bien évidemment compatible avec la République »

Mischaël Modrikamen
Président du Parti populaire

TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

En 2012,
devenez membre

Engagez-vous pour la démocratie et bénéficiez d'une série d'avantages :

- ▼ Accès libre à la médiathèque
- ▼ Abonnement à la revue Aide-Mémoire (4 numéros par an)
- ▼ Réception régulière de la lettre d'information électronique
- ▼ Réduction de 10% sur tous les outils, activités et articles disponibles à la vente
- ▼ Entrée gratuite et permanente au parcours symbolique (qui évoque l'itinéraire des déportés dans le système concentrationnaire nazi)
- ▼ Un ouvrage gratuit de la collection « Jours de guerre » (selon stock disponible)
- ▼ Un pin's Triangle rouge
- ▼ Des invitations privilégiées à nos activités,...

www.territoires-memoire.be/membrariat

Cotisations annuelles

- ▼ 10€ par an (soit moins de 0,85 cents/mois)
- ▼ 2,50€ pour les étudiants
- ▼ 12€ pour l'étranger

Numéro de compte : BE14 0682 4315 5583 Mention : Cotisation 2012

La spiritualité au cœur de la doctrine

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Nous l'avons déjà abordé à plusieurs reprises dans cette chronique, l'extrême droite est un mouvement politique pluriel qui à partir d'un noyau idéologique commun peut prendre des formes différentes. C'est ainsi que s'y côtoient des païens¹ et des ultra-chrétiens². C'est un représentant de cette deuxième catégorie que nous aborderons cette fois-ci.

Une extrême droite roumaine « classique »

Dans les années 30, l'est de l'Europe connaît également la montée de partis basés sur le modèle fasciste italien et nazi allemand. En Roumanie, le fondateur de cette tendance sera Corneliu Zelea Codreanu (1899-1938). D'origine... polonaise, il se fera le chantre d'un nationalisme radical reprenant tous les ingrédients des partis fascistes : uniforme, salut, position du chef (ici surnommé « le capitaine »), antisémitisme, rejet de la démocratie parlementaire, dénonciation de la franc-maçonnerie, anticommunisme... Ce dernier point est d'ailleurs important dans le parcours de Codreanu qui, au sortir de son engagement dans la Première Guerre mondiale, s'inscrit en faculté de Droit et s'engage dans des mouvements antibolcheviques allant jusqu'à participer à des opérations contre des syndicalistes au sein de groupes de briseurs de grèves. Outre l'antibolchevisme, son engagement se marque par une adhésion importante à la religion orthodoxe comme ferment de la nation roumaine. En juin 1927, il prend son indépendance en fondant la « Légion de l'archange Michel », qui sera vite plus connue sous le nom de « Garde de fer »³. Rapidement, il dote son mouvement d'un paravent politique nommé « Tout pour la Patrie » via lequel il est élu député en 1931. Le climat en Roumanie tourne rapidement à une guerre civile larvée où les attentats meurtriers entre factions politiques se multiplient. En 1938, le gouvernement roumain alors allié à l'Angleterre et à la France estime que le mouvement de Codreanu pourrait constituer une cinquième colonne en cas de conflit et le fait arrêter, puis condamner, pour finalement l'assassiner. C'est alors Horia Sima qui prendra la direction du mouvement des légionnaires⁴.

Deux mois de prison

Nous avons ici choisi de traiter pour la troisième fois d'un livre de prison⁵, en l'occurrence ici celui racontant les deux mois de détention, du 19 avril 1938 au 19 juin 1938 de Codreanu⁶. Si notre édition date de 1986, la première édition du livre sera liée aux retournements d'alliances au sein des partis fascistes durant la guerre : « Treize ans après le martyr du capitaine à Jilava, nous publions ses notes du temps où il fut enfermé dans cette prison. Elles ont été publiées pour la première fois en Allemagne, à Rostock, sous forme d'une brochure tirée sur la pierre. Il nous a été impossible de les faire publier typographiquement, à cette époque-là. Le gouvernement allemand avait pris l'engagement envers Antonesco de nous garder dans des camps de concentration, et aussi d'empêcher toute manifestation légionnaire dans la presse européenne »⁷. Le livre comprend les aspects traditionnels d'un récit de prison, avec l'ennui, les conditions extrêmes, le surinvestissement dans la relation avec un animal (ici de petits oiseaux)... Au-delà de ces aspects, l'ouvrage permet à Codreanu de dénoncer ce qu'il considère comme une injustice et, outre ses conditions de détention qu'il juge trop sévères, la parodie de justice qu'il doit subir : « à ma grande surprise, j'ai pris connaissance de ce qu'il a été ouvert contre moi une action publique pour deux délits : 1° Avoir armé les citoyens pour provoquer la guerre civile, 2° m'être mis en rapport avec un État étranger, pour provoquer la révolution sociale en Roumanie. Bien entendu aucune de ces accusations ne renferme la moindre vérité »⁸. Et de dénoncer les obstacles dressés pour avoir un contact avec ses avocats : « Chaque avocat ou témoin s'attendait, d'un moment à l'autre, à être enlevé, arrêté et envoyé dans un camp de concentration (...) Tandis que le réquisitoire du Procureur, fait par d'autres et seulement lu par lui, fut tiré immédiatement en éditions spéciales, publié par ordre supérieur et sous la menace de suspendre les journaux récalcitrants et lu, *in intergrum*, à la radio, la parole de la défense fut écoutée par le Conseil de



Corneliu Zelea Codreanu

guerre dans une salle vide, et ne bénéficia dans la presse que d'entrefilets. »⁹ Il insiste cependant sur le fait que malgré tous ces obstacles, il a balayé pendant une intervention de sept heures tous les arguments retenus contre lui. Et de s'étonner de la peine prononcée par le tribunal militaire le condamnant à 10 ans de travaux forcés : « Je ne sais pas s'il a déjà existé, dans la vie publique de la Roumanie, un homme qui fût attaqué avec tant d'acharnement, de fureur et de mauvaise foi, par toute la presse et par toutes les officines judéo-politiciennes, comme je le fus moi, depuis mon arrestation et pendant toute l'instruction, dans le but de préparer l'opinion publique à ma condamnation. »¹⁰ On notera au passage l'expression antisémite.

Chrétien avant tout

Mais durant tout ce temps, il explique ne penser qu'à son mouvement, se forgeant clairement une figure de martyr : « Cependant, je sens dans leurs yeux qu'ils comprennent toute ma tragédie intérieure. Ils se rendent compte de l'importance de l'inculpation qui m'accable et de la responsabilité qu'implique la direction d'un mouvement de plus d'un million d'âmes, dans lequel est en jeu le sort d'une nation ; et ils comprennent les douleurs qui transpercent mon cœur pour les miens et pour chacun des centaines et même des milliers de Légionnaires qui, en cet instant, éprouvent les mêmes âpres tourments »¹¹

Afin de tenir le coup, ce fervent chrétien affermit encore plus sa croyance : « Ainsi, heure après heure, la chair se dessèche sur moi... Grandit cependant, dans mon cœur, la foi en Dieu. Je prie chaque jour la Sainte Vierge et Saint Antoine de Padoue, grâce aux miracles desquels j'ai échappé à la mort en 1934 »¹². Il se sert beaucoup de la prière : « Je prie (...) pour les combattants légionnaires, les vieux et les jeunes, ces héros et martyrs de la foi légionnaire, arrachés à leurs maisons et conduits qui sait dans quelles prisons... (...) et à la fin, m'apparaît Ciometi, avec le groupe des légionnaires martyrs tombés à cette époque »¹³. La note 11, précise à qui fait allusion Codreanu : « Ciometi et les autres, assassinés par la police en 1933-1934, après le châtement de Ion Duca ». Le « châtement » ici évoqué est le meurtre du Premier ministre roumain par les légionnaires et « l'assassinat » le résultat du jugement contre les auteurs de ce crime politique. Belle illustration de l'importance des mots et du fait que, selon le camp où l'on se trouve, la vision et l'interprétation d'un même fait peuvent varier. Cette différence dans le jugement porté se reflète encore plus dans un autre extrait, significatif alors que tout le livre est basé sur la plainte par son auteur d'être traité « illégalement » : « Les pauvres maisons des légionnaires furent tant de fois violées que, pour rétablir la justice, dans la Roumanie de demain, le nom de "légionnaire" devra devenir sacré. Aucune force publique ne pourra arrêter un légionnaire, ni pénétrer dans sa maison. En cas de délit, seul son chef hiérarchique pourra pénétrer chez lui et décider son arrestation. C'est un indiscutable droit à réparation que méritent les porteurs de ce nom, tellement dénigré, piétiné et injustement traité aujourd'hui »¹⁴. Soit la promesse d'une justice partisane par quelqu'un qui dit la subir et la dénonce au moment même où il rédige ces lignes.

Ces aspects pourraient paraître anecdotiques si nous ne touchions pas avec ceux-ci un des aspects importants du fascisme, à savoir le côté spirituel de sa doctrine qu'il oppose souvent à l'aspect rationnel du marxisme, à l'héritage des Lumières. C'est ce que souligne, dans son texte introductif, Horia Sima : « *Les notes de Jilava*, précisent, sous une forme qui ne laisse aucun doute, le sens profond de la sagesse légionnaire : le spirituel ne peut pas être détaché du politique : les dispositions intérieures de l'individu, ses impulsions surnaturelles, doivent trouver une correspondance dans les aspirations de la vie collective. (...) Toute la tragédie de l'humanité provient de la dissociation de ces deux éléments, de la fausse conception d'une Histoire faite en dehors de Dieu, sous prétexte que les lois sociales seraient différentes de celles qui gouvernent l'homme intérieur. »¹⁵ Ou, dans une version plus lyrique, la préface qui place au passage Codreanu sur le piédestal classique du chef fasciste : « Son effort de chaque instant ressemble à un affrontement sans merci entre le bien et le mal, entre les forces dévorantes des ténèbres et la gloire indestructible de la lumière céleste. Réduit à l'état végétatif des condamnés par le bon vouloir des forces obscures qui dominent le monde, LUI, l'homme de granit, de vision et de volonté, souffre le calvaire de l'impuissance et du doute. »¹⁶

Cette importance de la religion, de la spiritualité, dans le fascisme n'est pas une nouveauté pour cette rubrique. Tout comme l'anticommunisme qui s'exprime dans ce dernier extrait qui illustre aussi le désarroi de Codreanu lorsqu'il comprend qu'il est lâché par la hiérarchie orthodoxe roumaine : « Je ne sais pas si l'on peut qualifier autrement le discours adressé à la jeunesse par le Patriarche Miron Cristea, dans lequel celui-ci condamne avec des mots très durs le Mouvement Légionnaire. L'Église orthodoxe prend une attitude ouvertement hostile à la jeunesse roumaine. Comment ne pas penser à la condamnation que l'Église catholique jetait, par la voix de ses évêques, sur le mouvement nationaliste d'Allemagne, un an ou deux avant la victoire d'Adolf Hitler ? Quoi qu'il en soit, c'est douloureux, extrêmement douloureux. Lutter pour l'Église de ta Patrie, aux confins du monde chrétien, alors que l'incendie qui brûle les églises d'à côté étend ses flammes jusqu'à nous »¹⁷, subissant ainsi le même sort que Léon Degrelle¹⁸ ou Charles Maurras¹⁹. ♦♦

1 Voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38 d'octobre-novembre-décembre 2006.

2 Voir « Un nationalisme religieux : le Portugal de Salazar » in *Aide-mémoire* n°24 d'avril-mai-juin 2003 et « La pensée "contrévolonnaire" » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-mai-juin 2006.

3 Corneliu Z. Codreanu, *La Garde de fer*, Grenoble, Omul Nou, 1972, 470 p. Reprint de l'édition parue à Paris aux éditions Prométhée en 1938.

4 Voir « Le bilan du nationalisme » in *Aide-mémoire* n°39 de janvier-février-mars 2007.

5 Voir « Le procès de Nuremberg était-il juste ? » in *Aide-mémoire* n°25 de juillet-août-septembre 2003 et « Le "résistantisme", un équivalent au négationnisme » in *Aide-mémoire* n°44 d'avril-mai-juin 2008.

6 Corneliu Zelea Codreanu, *Journal de prison*. Puiseux, Pardès, 1986, 79 p.

7 P. 13, Préface de Horia Sima écrite en juin 1951.

8 P. 37

9 P. 48

10 P. 51

11 Pp. 20-21

12 P. 39. Allusion à son premier procès.

13 P. 23

14 P. 28

15 P. 14. Les notes de Jilava est le titre de la version originale du *Journal de prison*

16 P. 9

17 P. 52

18 Voir « "Tintin-Degrelle" une idéologie au-delà de la polémique » in *Aide-mémoire* n°50 d'octobre-novembre-décembre 2009 et n°51 de janvier-février-mars 2010.

19 Voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-août-septembre 2005.



page onze



Wallonie



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



Province de HAINAUT



Province de Liège



Liège



PROVINCE de NAMUR



La Mutualité Socialiste Centrale
Looking AC Barings Technology



Province de Luxembourg



La Mutualité Socialiste Centrale
LA VOIX DE LA SOLIDARITÉ



Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes

Aiseau-Prezles, Amay, Andenne, Anhé, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Aubange, Aubel, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beyne-Heusy, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Bousou, Braine-L'Alleud, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warнетon, Courcelles, Couvin, Crisnée, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Evre, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastières, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Waimès, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert

Les provinces
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

« L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie ». Ainsi parla Nikos Mihaloliakos, le dirigeant grec du parti (néo)nazi grec, Chryssi Avghi (Aube dorée), qualifié de Führer par la presse. Comme la formation de gauche radicale Siriza, ces deux formations politiques sont les véritables vainqueurs des élections dans un pays où est née la démocratie.

Jean-François Kahn, le fondateur de Marianne, tout en affirmant « Il faut barrer la route à Sarkozy » s'inquiète à juste titre du score du Président sortant et de sa rivale (Jean)Marine Le Pen. Mauvaise nouvelle pour le pays des Droits de l'homme !

Exit Berlusconi en Italie. Bonjour Mario Monti. Ce dernier a été désigné par le Président de la République Italienne, Napolitano, 1er ministre de l'Italie, en charge de former le nouveau gouvernement et de remettre de l'ordre. Un technocrate à la place du politique ! Une tendance inquiétante et très actuelle. Mauvaise nouvelle pour la participation citoyenne et *in fine* pour les libertés !

Décidément, la démocratie n'est jamais gagnée et l'action des Territoires de la Mémoire, loin d'être terminée...malgré certaines satisfactions ou réussites.

Dans ce n° de la revue *Aide-Mémoire*, vous trouverez un supplément qui lance la nouvelle campagne des Territoires de la Mémoire autour de la thématique « Les idées d'extrême droite sont **toujours** inacceptables ! Une approche simple pour rappeler que ces idées sont de plus en plus souvent admises par de nombreux citoyens qui sont tentés d'exprimer ainsi un véritable « ras-le-bol » face aux difficultés de la vie, à l'insécurité sociale et au recul des acquis. Simple pour rappeler que ces idées sont de plus en plus difficiles à décoder tant elles deviennent banales. Simple pour constater que ces idées se dispersent partout et de manière insidieuse.

Dans cette lutte de tous les jours contre les atteintes liberticides, vous pouvez devenir des vigiles et des acteurs. En visitant le site Internet www.trianglerouge.eu et en cliquant, vous découvrirez tout ce qu'il est possible de faire pour continuer à refuser l'inacceptable.

Les acteurs de l'Histoire, c'est vous ! ••



Portrait

Robert Badinter ou la ténacité dans l'engagement

Par **Henri Deleersnijder**



L'Histoire offre d'admirables exemples de femmes et d'hommes qui, aux pires heures de la Seconde Guerre mondiale, ont su puiser dans leur humanité ordinaire le courage de s'opposer à l'inacceptable. À côté de la figure héroïque de Jean Moulin, tel fut notamment le cas de Lucie Aubrac, dont le décès remonte à mars 2007, et de son mari Raymond, disparu en avril de cette année : dès 1940, alors que la République faisait place au régime collaborationniste de Vichy, tous deux s'engageaient dans la Résistance intérieure française, animés d'une ferme conviction qui ne faiblit à aucun moment.

À sa façon, Robert Badinter est de cette trempe-là. Lui aussi, né le 30 mars 1928 de parents juifs originaires de Bessarabie (Russie) et à peine sorti de l'enfance, connaît les heures tragiques de l'Occupation. En octobre 1941, alors qu'il n'a que 13 ans, son oncle est arrêté sur dénonciation. L'année suivante, c'est sa grand-mère paternelle – âgée de 80 ans – qui l'est à son domicile par des policiers français, sur ordre de Bousquet, et envoyée à Drancy avant d'être déportée. Enfin, il allait avoir 15 ans quand son père est arrêté à Lyon le 9 février 1943, pour être ensuite transféré jusqu'au camp d'extermination de Sobibor où il mourra. Traumatisme indicible chez cet adolescent, est-il besoin de le préciser, à l'image de ce que connurent les victimes de l'entreprise meurtrière de la Shoah et de ce que vivent encore aujourd'hui dans leur être le plus intime leurs descendants.

Et pourtant, une fois devenu avocat, il ne nourrira aucune haine particulière pour l'espèce humaine capable de perpétrer de tels assassinats et chez qui l'instinct de mort est hélas bien présent. Au contraire, se plaçant dans la continuité d'un Victor Hugo ami du genre humain et farouchement opposé à la peine de mort, il consacra toute son énergie à faire abolir par la loi cette pratique barbare. C'est que, au moment où il est nommé garde des Sceaux sous le premier septennat de François Mitterrand (1981-1988), la peine capitale n'est pas encore abolie dans l'Hexagone : en novembre 1972, Claude Buffet et Roger Bontemps avaient été exécutés, alors que le second – certes complice du premier qui en fut reconnu coupable – n'avait pas versé le sang. Cette nuit-là, à la prison de la Santé, la guillotine avait à nouveau accompli son œuvre funeste. Ce qui fera dira plus tard à Badinter qui avait assuré la défense des deux condamnés : « J'ai [alors] décidé que toute ma vie, je combattrai la justice qui tue, en France d'abord et dans le monde. »

Ce combat était loin d'être gagné d'avance dans son pays. Car l'opinion publique, dans sa majorité, n'y était pas favorable à l'abolition. En 1976 encore, les jurés qui ont laissé la vie sauve à Patrick Henry, meurtrier d'un enfant dont Badinter assura la défense, sont injuriés par la foule en colère et même menacés. Dans les années qui suivirent, même si la grâce présidentielle est le plus souvent accordée, aucun gouvernement de la Ve République ne déposera un projet de loi tendant à l'abolition, et aucun

parlementaire ne fera de proposition allant dans ce sens. Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, les choses changent. Le 16 mars 1981, alors qu'il n'était encore que candidat, Mitterrand se déclarait publiquement hostile à la peine de mort¹. Et le 9 octobre de la même année, la loi est votée à l'Assemblée nationale par 336 voix contre 117, plusieurs membres de l'opposition de droite ayant rejoint la majorité gouvernementale.

Depuis, la machine du Dr Guillotin, député de Paris aux premiers temps de la Révolution française, appelée d'abord louisette (du nom du Dr Louis qui en conçut le mécanisme), est devenue un objet de musée et la profession de bourreau totalement obsolète. La France, pays des droits de l'homme et du citoyen selon la Déclaration du 26 août 1789, rejoignait ainsi la plupart des États d'Europe occidentale où avait été abandonné auparavant le châtement par mise à mort. Et si, selon un sondage paru fin 1981 dans *Paris-Match*, 60 % de Français restaient à l'époque favorables à la « justice d'élimination », 53 % d'entre eux estimaient quand même que l'abolition était « le changement le plus important survenu dans l'année ». Bien avant les nationalisations, l'impôt sur la fortune et... le deux millionsième chômeur. L'année dernière, soit 30 ans après le vote historique pour lequel il avait tellement œuvré, Badinter n'hésitait pas à confier : « Le meilleur souvenir [est] cet instant où, debout à la tribune de l'Assemblée nationale, j'ai vu l'hémicycle plein, et j'ai mesuré que l'heure de l'abolition était arrivée en France. Et que, par un privilège inouï dans une vie d'homme, j'allais avoir le bonheur d'assurer la victoire de cette cause pour laquelle j'avais tant lutté. »²

Aujourd'hui, la gauche est revenue au pouvoir chez nos voisins d'outre-Quévrain, avec un président socialiste se réclamant de la normalité. Justement, est-il « normal » que « des femmes et des hommes établis paisiblement dans une commune, y payant leurs impôts [soient] considérés comme de simples sujets » ? Et l'auteur de cette interpellation d'ajouter : « Il faut qu'ils participent à la vie publique au niveau local. Cela me paraît une évidence et une nécessité. » C'est là, pour Badinter – puisque c'est de lui qu'il s'agit, bien sûr – une mesure hautement symbolique qui favoriserait l'intégration et marquerait sans conteste le quinquennat de François Hollande. Cet appel, destiné à faire voter une loi accordant le droit de vote aux étrangers non communautaires aux élections municipales, il le fit le 7 mai 2012, sur France 2, autrement dit le lendemain même du second tour de l'élection présidentielle.

Comme quoi, en dépit de l'âge et après avoir renoncé à son siège de sénateur des Hauts-de-Seine le 30 septembre 2011, celui qui fut souvent surnommé « Monsieur Abolition » n'a rien perdu de son courage et de son humanisme visionnaire. Un engagement à imiter, à coup sûr... ••

¹ Emission télévisée « Cartes sur table », sur Antenne 2.
² *Le Progrès*, 20 septembre 2011.